



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

# RAPPORT ANNUEL

Se préparer pour un monde transformé

2021 - 2022





« Nous vivons une période remarquable de l'histoire, une période de transformation, d'innovation et de communauté mondiale. Pour le Canada – une nation du Pacifique, jeune, débordante de nouveaux talents et d'idées – notre avenir doit nécessairement être lié à l'Asie-Pacifique, le nouveau carrefour mondial de croissance et de possibilités. »

L'Hon. Pierre Pettigrew,  
Président du conseil d'administration de la FAP Canada



## TABLE DES MATIÈRES

PILIERES STRATÉGIQUES	4
L'ANNÉE EN BREF	5
LETTRES	6
L'ANNÉE EN REVUE	10
NOTRE IMPACT	34
DANS L'ACTUALITÉ	48
ÉTATS FINANCIERS	54
DONATEURS	58
GOVERNANCE	60
ANNEXES FINANCIÈRES	66

# PILIERS STRATÉGIQUES

## Thèmes transversaux

### ÉDUCATION

Augmenter les connaissances et la compréhension des jeunes Canadiens au sujet de l'Asie, en rehaussant les programmes d'études et en encourageant les séjours d'études à l'étranger et les stages en Asie.

### RÉSEAUX

Soutenir les organisations transpacifiques qui rassemblent les acteurs du monde des affaires, du gouvernement et des universités.



### COMMERCE AVEC L'ASIE

Analyser les principales tendances économiques en matière de commerce, d'investissement et de chaînes de valeur mondiales qui sont importantes pour le Canada et la région de l'Asie-Pacifique.

[En savoir plus](#)



### PERSPECTIVES SUR L'ASIE

Faire la synthèse des perspectives sur l'engagement entre le Canada et l'Asie au moyen de sondages et d'analyses de mégadonnées.

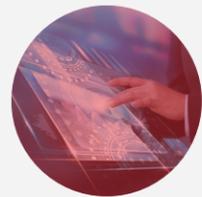
[En savoir plus](#)



### L'ASIE STRATÉGIQUE

Examiner les événements et les tendances stratégiques qui sont liés à la sécurité dans la région Asie-Pacifique et leur impact pour le Canada.

[En savoir plus](#)



### L'ASIE NUMÉRIQUE

Explorer l'impact des technologies de la quatrième révolution industrielle sur l'engagement actuel et futur du Canada en Asie-Pacifique.

[En savoir plus](#)



### RENFORCER LES LIENS AVEC L'ASIE

Fournir des recherches et des analyses sur l'importance de l'Asie aux Canadiens directement présents en Asie-Pacifique.

[En savoir plus](#)



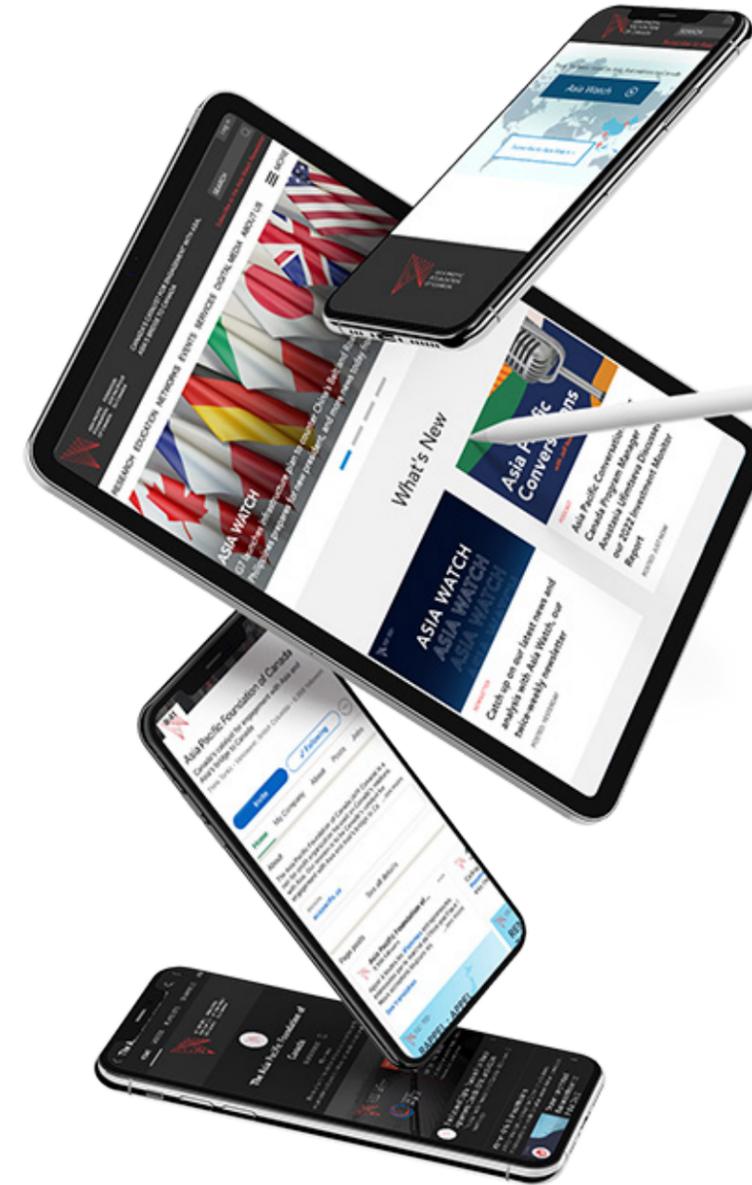
### DURABILITÉ EN ASIE

Examiner le développement durable en Asie dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales et ses implications pour le Canada.

[En savoir plus](#)

# L'ANNÉE EN BREF

- ▲ 5 % de croissance du nombre de visites sur le site Internet
  - ▲ 10 % d'augmentation des internautes
  - ▲ 20 % d'augmentation des « abonnés » sur LinkedIn
  - ▲ 6 % d'augmentation des « abonnés » sur Twitter
  - ▲ 4 % d'augmentation des « abonnés » sur Facebook
  - ▲ 25 % d'augmentation des « abonnés » sur Instagram
  - ▲ 50 % de progression du nombre de vues sur YouTube
  - ▲ 23 % d'augmentation du nombre d'abonnés à Asia Watch
- 19 événements
  - 6 rapports importants
  - 6 études de cas
  - 2 missions commerciales virtuelles pour femmes d'affaires
  - 1 rapport de politique
  - 1 sondage important
  - 29 dépêches
  - 5 balados
  - 6 885 abonnés aux publications en ligne





## LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours d'une année secouée par les bouleversements géopolitiques, l'incertitude économique et les effets très réels des changements climatiques, les Canadiens s'inquiètent à juste titre de leur avenir ainsi que de la sécurité et de la prospérité économique du Canada dans un monde en mutation.

Les gros titres de cette année ont été décourageants, des perturbations incessantes de la pandémie et de la guerre effroyable en Europe à une montée alarmante du nationalisme et des violations des droits dans un monde de plus en plus meurtri par les inondations, les incendies et les sécheresses. Lorsque les Canadiens regardent le monde par leur fenêtre, le tableau peut parfois sembler sombre.

Et pourtant, nous vivons une période remarquable de l'histoire, une période de transformation, d'innovation et de communauté mondiale. Pour le Canada – une nation du Pacifique, jeune, débordante de nouveaux talents et d'idées – notre avenir doit nécessairement être lié à l'Asie-Pacifique, le nouveau carrefour mondial de croissance et de possibilités.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis resteront le principal partenaire économique du Canada et que la Chine continuera à jouer un rôle important dans notre avenir économique. Mais les réalités de la période de reprise post-pandémique ont exposé des fissures et des tensions dans ces relations, notamment dans le contexte de politiques économiques protectionnistes, et laissent penser que nos relations avec ces deux superpuissances doivent évoluer, chacune à sa façon, par rapport à nos habitudes des dernières décennies.

Plus que jamais, le Canada doit à présent poursuivre une politique active de diversification économique, ancrée dans les économies dynamiques de l'Asie-Pacifique élargie, où une croissance durable axée sur l'innovation, la numérisation rapide, les jeunes talents en STIM (science, technologie, ingénierie et mathématique) et le désir de collaboration internationale sous-tendent une grande partie de la planification économique post-pandémique de la région.

Je suis encouragé par l'intention annoncée du gouvernement du Canada d'élaborer une « stratégie indo-

pacifique » ambitieuse et à long terme, qui renforcera l'engagement et la présence du Canada dans la région. Je suis fier de siéger au comité consultatif, qui vise à recueillir des perspectives et des recommandations indépendantes sur la façon dont le Canada peut mieux s'engager dans la région par l'intermédiaire du commerce et de l'investissement, de la diplomatie, des partenariats avec les secteurs public et privé et des échanges universitaires.

Sous la direction de notre nouveau président et chef de la direction, Jeff Nankivell, je suis également encouragé par le travail acharné de notre personnel dévoué à la Fondation Asie Pacifique du Canada au cours de cet exercice 2021-2022, pour préparer le Canada et les Canadiens à un monde en mutation. De son travail en matière de santé publique et de politique géostratégique au renforcement de l'autonomie des femmes entrepreneures, en passant par la promotion d'une croissance inclusive dans les économies de l'APEC, notre Fondation continue de guider l'engagement et les relations du Canada avec l'Asie-Pacifique à travers un large éventail de projets, d'initiatives et d'actions. Je me réjouis des travaux passionnants qui nous attendent, notamment le Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD) qui surveillera et analysera les événements et les progrès des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans toute l'Asie, ainsi que notre prochaine Conférence Canada-en-Asie qui, pour la première fois, réunira d'anciens élèves canadiens en Asie aux côtés de dirigeants de gouvernements, d'entreprises et d'organisations de toute la région.

Comme vous le lirez dans les pages de ce rapport annuel, la volonté de la FAP Canada d'aider les intervenants du gouvernement, des entreprises et de la société civile du Canada à tirer parti des possibilités et à naviguer parmi les obstacles potentiels en vue de participer aux activités d'une Asie dynamique n'a jamais été aussi forte. Avec des accords de libre-échange ambitieux déjà en place et d'autres en cours de négociation, et avec tous les yeux rivés sur la nouvelle stratégie indo-pacifique du Canada, le pays a l'occasion de démontrer son engagement envers l'Asie-Pacifique et sa promesse de prospérité économique future. Ces efforts doivent être soutenus et rendus accessibles par tous les Canadiens. La FAP Canada reste mobilisée par ces efforts et occupe une position unique en tant que principal centre de recherche canadien sur l'Asie pour fournir les analyses, les conseils stratégiques, les renseignements commerciaux ainsi que le renforcement des capacités du réseau, tous des éléments qui aideront le Canada et les Canadiens à s'imposer sur le plan économique et politique dans la région au cours des années à venir.

L'HON. PIERRE PETTIGREW  
Président du conseil d'administration,  
Fondation Asie Pacifique du Canada



## LETTRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Après avoir admiré le travail de la FAP Canada et en avoir bénéficié au cours de mes trente ans de carrière comme diplomate canadien et gestionnaire de programmes de coopération pour le développement en Asie, je me sens privilégié et honnêtement chanceux d'avoir eu la possibilité de me joindre à la Fondation en tant que président et chef de la direction en septembre dernier. Grâce au soutien généreux et patient d'un grand nombre de personnes, notamment mon prédécesseur, l'éminent Stewart Beck, les vice-présidents avisés et créatifs de la FAP Canada, Jeff Reeves et Christine Nakamura, notre conseil d'administration dévoué, nos équipes talentueuses dans les bureaux de Vancouver et de Toronto, et nos nombreux donateurs, partenaires et parties prenantes partout au pays, je retrouve dans ma nouvelle vie professionnelle tout ce dont je rêvais. Je suis profondément reconnaissant de l'accueil et de la bienveillance que m'ont réservés tant de gens, ce qui, je pense, est de très bon augure pour que nous réussissions tous ensemble dans les années à venir.

Alors que l'exercice 2021-2022 de la FAP Canada s'est terminé dans une nouvelle ère d'incertitude géopolitique

et d'anxiété économique, il me semble évident que le Canada et les Canadiens doivent saisir cette chance de redéfinir stratégiquement leurs relations avec les économies, les institutions et les peuples de l'Asie-Pacifique, une région qui sera la principale source de croissance économique mondiale et d'innovation pour les décennies à venir.

Aujourd'hui, alors que nous cherchons instamment à diversifier nos marchés d'exportation et nos sources d'importation dans le contexte d'une reprise post-pandémique durable – la Chine s'affirmant de plus en plus et les États-Unis s'étant révélés être un partenaire commercial peu fiable pour le Canada ces dernières années – le mandat de la Fondation Asie Pacifique du Canada, qui vise à promouvoir l'engagement en Asie et à préparer les Canadiens au « siècle asiatique », est plus que jamais d'actualité. Notre travail continu dans cet espace critique, défini dans notre plan stratégique quinquennal (2019-2024) par trois domaines d'activité (soit la recherche, l'éducation et le réseautage), s'adapte et évolue à la lumière de ces changements, comme indiqué dans notre rapport annuel.

La remarquable histoire de la croissance de l'Asie est bien documentée, et notre [site Web](#) contient de nombreux documents qui suivent, analysent et relatent la transformation spectaculaire pour les parties prenantes canadiennes au sein du gouvernement, du monde des affaires, du milieu universitaire et de la société civile. Au-delà des données quantitatives, on m'interroge souvent sur les aspects qualitatifs de cette histoire. Pourquoi le Canada? Pourquoi maintenant? À quel coût de substitution?

Les réponses se trouvent dans la nature unique des marchés émergents de l'Asie, la croissance extraordinaire de ses classes moyennes et l'urbanisation rapide de la région. Sur des marchés plus établis comme les États-Unis, les entreprises canadiennes à la recherche de nouveaux clients doivent bouleverser des habitudes de consommation et arracher des parts de marché à des acteurs déjà établis. Sur les marchés émergents d'Asie, chaque point de pourcentage de croissance économique représente des millions de ménages qui franchissent un seuil de revenu qui modifie leurs habitudes de consommation. Il s'agit de nouveaux ménages qui ont de l'argent à dépenser pour une meilleure éducation et de meilleurs soins de santé, des aliments et des vêtements de meilleure qualité, des services informatiques, des produits financiers et des expériences de loisirs, soit des produits et des services que le Canada peut et doit offrir.

C'est la principale possibilité de croissance en Asie pour les Canadiens, une chance de rivaliser sur de nouveaux marchés pour les services et les biens que les consommateurs, de plus en plus nombreux, envisagent chaque année pour la première fois de leur vie.

Si l'on ajoute la hausse de l'urbanisation à la transformation de la consommation en Asie, les occasions qui se présentent pour le Canada ne peuvent que croître. D'ici 2050, la population urbaine de la région comptera 1,3 milliard de personnes de plus. Il s'agit de futurs citoyens dont les maisons n'ont pas encore été construites, ainsi que les nouvelles routes, les systèmes d'approvisionnement en eau, les centres commerciaux, les écoles et les réseaux de voies rapides qu'ils utiliseront.

Cette urbanisation devra répondre à des normes toujours plus strictes en matière de réduction de l'empreinte carbone et d'efficacité énergétique, offrant ainsi des occasions de grande valeur pour des technologies et des

approches propres et innovantes. Encore une fois, une expertise et des technologies que le Canada peut et doit fournir.

Bien que cette remarquable croissance asiatique offre de grandes possibilités pour le Canada, nous ne devons pas nous faire d'illusions; la concurrence internationale et locale est féroce et il y a des risques à gérer. Mais le Canada ne peut pas se permettre d'ignorer ou de passer à côté de cette occasion remarquable, car elle représente la voie la plus sûre vers la prospérité de notre pays.

C'est pourquoi la FAP Canada soutient l'intention déclarée du gouvernement du Canada d'élaborer une stratégie indo-pacifique ambitieuse, à long terme et soutenue pour renforcer l'engagement du Canada dans la région. C'est également la raison pour laquelle notre travail pour l'année à venir se concentrera sur le nouveau Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD), qui cartographie et analyse les événements et développements environnementaux, sociaux et de gouvernance critiques pour les intérêts canadiens dans la région. De plus, la toute première Conférence Canada-en-Asie se tiendra à Singapour en février 2023, réunissant d'anciens étudiants universitaires du Canada de toute l'Asie-Pacifique afin de créer de nouveaux liens et réseaux pour les Canadiens et leurs partenaires de la région – une base essentielle pour une nouvelle ère d'engagements plus profonds et plus vastes pour le Canada.

Tandis que nous nous préparons à faire face à un monde transformé, je vous invite à rester à l'affût de nos activités alors qu'une nouvelle étape de notre parcours national commence.

**JEFF NANKIVELL**  
président et chef de la direction,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

# L'ANNÉE EN REVUE

Se préparer à un monde transformé

Un changement dans la haute direction

Projets en cours

Nouveaux projets

Mission et réseaux d'entreprises pour les femmes

Création de réseaux

Combattre le racisme anti-asiatique

Initiatives jeunesse

Bourse John H. McArthur

La voie à suivre

Efforts continus

## SE PRÉPARER À UN MONDE TRANSFORMÉ

À presque tous les égards, l'Asie-Pacifique est, et restera, la région la plus dynamique du monde pour ce qui est de la croissance et des possibilités économiques, des défis environnementaux et climatiques, de l'évolution politique, des questions de sécurité et des tendances démographiques. Comme le souligne McKinsey & Company dans son rapport 2019 intitulé *Asia's Future is Now*, la région est en passe de représenter 50 % du PIB mondial d'ici 2040 et de générer 40 % de la consommation mondiale, ce qui représente un changement fondamental du centre de gravité de la planète.

Alors que nous entrons dans une période de reprise post-pandémique et que nous sommes aux prises avec une guerre prolongée en Europe, le monde change et l'anxiété économique et l'incertitude géopolitique s'installent. De la rupture des chaînes d'approvisionnement à la montée du nationalisme et du protectionnisme, en passant par des alliances politiques tendues, peu d'économies ont été épargnées, surtout dans la région Asie-Pacifique. Au cœur des effets négatifs de ces perturbations mondiales, un contre-récit émerge toutefois dans les relations Canada-Asie, ancré dans les retombées positives des progrès technologiques, de la numérisation accélérée, de l'urbanisation effervescente et d'un désir renouvelé de collaboration et d'innovation partagée.

Depuis près de quarante ans, grâce au soutien financier du gouvernement du Canada par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada et à la dotation fournie par un accord de subvention conditionnel en 2005, la Fondation Asie Pacifique du Canada joue un rôle unique et stratégique en aidant les Canadiens à établir des liens avec la région Asie-Pacifique. Aujourd'hui, nos recherches continuent d'éclairer les politiques gouvernementales et de soutenir les entreprises canadiennes qui s'aventurent sur les marchés asiatiques. Nos programmes aident à préparer les Canadiens à interagir avec l'Asie-Pacifique, en leur permettant de mieux comprendre les cultures et les pratiques commerciales de cette région. Grâce à nos événements, des experts du Canada et de l'Asie-Pacifique se réunissent pour faciliter les partenariats, l'innovation et le commerce. Afin d'aider le Canada à se préparer à un monde en mutation, nous continuons à concentrer nos efforts sur le renforcement de la capacité de la Fondation à répondre aux besoins des parties prenantes canadiennes et à améliorer la position du pays dans la région en cette période critique – et passionnante – de transformation et de possibilités.

En effet, alors que le Canada cherche à diversifier ses marchés d'exportation et ses sources d'importation dans le sillage de la pandémie et dans un contexte de concurrence accrue entre les superpuissances, le

mandat de la FAP Canada, qui consiste à promouvoir la présence en Asie, est plus pertinent que jamais. Il l'est d'autant plus dans le contexte de l'élaboration prévue par le gouvernement du Canada d'une « stratégie indo-pacifique » ambitieuse et à long terme visant à renforcer l'engagement du Canada dans cette région – par la diplomatie, le commerce, l'attraction des investissements, les partenariats de recherche dans les secteurs public et privé, les échanges universitaires, la culture et le commerce de personne à personne.

La FAP Canada croit fermement que les Canadiens profiteront de la croissance des économies et de l'expansion de la classe moyenne en Asie-Pacifique grâce à de nouvelles occasions touchant le commerce, l'investissement et l'innovation, et que la participation du Canada à des enjeux stratégiques dans toute la région nous permettra de jouer un rôle dans le développement de la sécurité et de la défense régionales et de faire preuve de leadership par notre engagement. Les services d'éducation, l'expertise en matière de soins de santé et les produits et services financiers du Canada sont bien positionnés pour répondre à l'évolution démographique de la région, et le Canada peut démontrer la valeur de sa technologie de pointe à l'échelle mondiale pour aborder des questions telles que la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau et la transition énergétique, et jouer un rôle de premier plan dans les discussions sur la menace existentielle des changements climatiques.

Conformément au mandat que lui confère la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*, à savoir « de resserrer les liens entre les peuples du Canada et de la région Asie-Pacifique, d'établir des rapprochements entre leurs

institutions et d'encourager le renforcement des capacités des personnes et entités qui partagent un intérêt pour la région Asie-Pacifique et l'établissement de réseaux entre elles », et conformément à la phase de « renforcement » (2021-2023) de la mise en œuvre de son plan stratégique quinquennal (2019-2024), la FAP Canada a axé ses efforts au cours du dernier exercice sur la détermination, la consolidation et le perfectionnement de ses activités de recherche, d'éducation et de réseautage les plus utiles afin d'avoir un impact maximal dans la région et au Canada.

Il convient de souligner deux nouvelles initiatives lancées cette année, le **Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD)** et la Conférence Canada-en-Asie. En consolidant ses efforts de recherche, la Fondation a commencé cette année à travailler sur la plateforme CASD, une nouvelle série de services basés sur des données qui offrira au public canadien, aux entreprises, aux gouvernements et aux autres institutions et organisations un nouvel outil de compréhension et de prise de décision basé sur l'identification et l'analyse en temps réel des changements importants et des intérêts canadiens à l'échelle locale dans les régions clés d'Asie. Cette initiative permettra également d'apporter une plus grande cohérence stratégique à notre programme de recherche.

Pour renforcer nos activités de réseautage en cours, la **Conférence Canada-en-Asie** constitue un nouvel événement phare dans la région, qui sera organisé conjointement par la FAP Canada et Universités Canada à Singapour en février 2023. Il s'agit de la toute première initiative visant à réunir d'anciens étudiants d'universités canadiennes de toute l'Asie – aux côtés de dirigeants canadiens de premier plan dans les secteurs des affaires,

du gouvernement et de l'enseignement – afin d'engager le dialogue avec des partenaires régionaux actuels et potentiels pour aider à renforcer la position du Canada dans la région indo-pacifique.

De plus amples détails sur ces initiatives de la FAP Canada sont présentés dans la section La voie à suivre du rapport annuel de cette année.

Il est urgent d'agir et de mieux comprendre les intérêts du Canada dans la région Asie-Pacifique. La FAP Canada est bien positionnée pour saisir ce moment, en fournissant le type de renseignements de haut niveau et d'analyses factuelles qui sont nécessaires pour aider le Canada à renforcer son rôle dans la région. Au cours de la dernière année, la Fondation a mis à profit son travail pour soutenir les gouvernements et les entreprises du Canada qui souhaitent travailler plus efficacement auprès des économies de l'Asie-Pacifique et sur les marchés asiatiques, tout en continuant à offrir au public canadien les connaissances nécessaires pour saisir les occasions exceptionnelles et relever les défis particuliers que présente la région.

Ce qui suit est une vue d'ensemble de la recherche, de la programmation, des activités, des extraits et des résultats de la FAP Canada pour l'exercice 2021-2022, du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022, et de nos efforts continus pour préparer les intervenants canadiens des secteurs privé et public à tirer profit des possibilités et à surmonter les obstacles potentiels pour s'engager en Asie dans un monde en mutation.

## EXTRAIT DE LA STRATÉGIE QUINQUENNALE DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA (2019-2024)

Notre vision stratégique quinquennale consiste à être le leader d'opinion au Canada sur les activités et l'engagement de la région Asie-Pacifique pour les gouvernements, les entreprises et les citoyens canadiens.

### Objectifs stratégiques quinquennaux :

- Façonner le débat public canadien sur les affaires asiatiques au moyen de recherches fondées sur des données.
- Informer la prochaine génération d'universitaires et de praticiens des affaires asiatiques au Canada en créant des programmes d'études et en favorisant l'engagement.
- Soutenir la recherche innovante sur l'Asie-Pacifique au moyen d'un solide programme de bourses de recherche d'études supérieures, de bourses destinées aux jeunes chercheurs et de bourses de recherche de niveau supérieur.
- Répertoire et étudier les enjeux actuels et émergents en Asie qui ont rapport avec les intérêts économiques, politiques et de sécurité du Canada.
- Faciliter la connectivité internationale entre le Canada et l'Asie en s'appuyant sur les réseaux nationaux et régionaux.
- Proposer une orientation stratégique au secteur privé canadien pour l'aider à créer des liens ou à renforcer ses liens en Asie, dans des industries hautement prioritaires comme l'intelligence artificielle et les technologies propres.
- Élaborer un modèle de financement plus durable pour la Fondation afin de soutenir ces efforts.

# Un changement dans la haute direction

Le conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada a eu le plaisir d'annoncer la nomination de Jeff Nankivell en tant que nouveau président et chef de la direction de la FAP Canada le 2 juin 2021; il entrera en fonction le 7 septembre 2021. Tout récemment consul général du Canada à Hong Kong et Macao (août 2016 à mai 2021), Jeff s'est joint à la Fondation après une carrière de 33 ans au sein du Service extérieur du Canada, axée sur l'engagement du Canada en Asie.

De 2011 à 2016, Jeff a été directeur général responsable de l'aide publique au développement du Canada en Asie, d'abord à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), puis à Affaires mondiales Canada. Il a occupé divers postes à l'ACDI entre 1988 et 2008, travaillant sur des programmes touchant la Chine, la Russie, la politique stratégique et les institutions financières internationales. Il a été affecté trois fois à l'ambassade du Canada à Pékin – dans la section d'aide au développement de 1991 à 1995 et de 2000 à 2004, et comme chef de mission adjoint de 2008 à 2011. Jeff a vécu plus de 17 ans en Asie.

« Jeff comprend très bien les perspectives, les complexités et les réalités géopolitiques nuancées de l'Asie-Pacifique. J'ai hâte de travailler avec lui; il ouvrira une voie nouvelle et passionnante pour la Fondation dans les années à venir », déclare le président du conseil d'administration de la FAP Canada, l'honorable Pierre Pettigrew, dans un communiqué de presse annonçant la nomination de Jeff.

Dans le même communiqué, Jeff ajoute : « Je crois que le mandat de la FAP Canada est plus pertinent aujourd'hui que jamais. L'engagement du Canada envers l'Asie est fondamental pour notre prospérité et notre sécurité futures et dépendra de la poursuite de nos intérêts tout en assurant un ordre international conforme à nos valeurs canadiennes. Je me réjouis de travailler avec l'équipe de la FAP Canada et son réseau de théoriciens sur l'Asie afin d'approfondir cet engagement dans cette région dynamique, à l'aube du "siècle asiatique". »

Le conseil d'administration a remercié le président et chef de la direction sortant de la FAP Canada, Stewart Beck, qui a pris sa retraite le 10 août 2021, après sept ans dans ce rôle, pour le travail qu'il a accompli en vue de positionner avec succès la Fondation comme un interlocuteur de premier plan et un catalyseur pour un engagement accru avec l'Asie. Dans un communiqué publié, le président du conseil d'administration, Pierre Pettigrew, a souligné le travail accompli par Stewart pour relier les écosystèmes innovants des deux côtés du Pacifique, faire du Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie un solide réseau international regroupant onze économies asiatiques, soutenir le perfectionnement des talents mondiaux et leur mobilité et faire de la « compétence asiatique » un composant essentiel des programmes d'études et de la formation des entreprises au Canada.

## PROJETS FINANCÉS, EXERCICE 2021-2022

Projet ou entreprise	Organisme de financement
Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises	Affaires mondiales Canada
Intelligence artificielle à l'APEC : progrès, préparation et priorités	Secrétariat international du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC)
Congrès virtuel 2021 de l'Asia Business Leaders Advisory Council (ABLAC)	Air Canada Le Conseil canadien des affaires Caisse de dépôt et placement du Québec Corporation commerciale canadienne Investissements RPC Exportation et développement Canada Investir au Canada La Financière Sun Life
Compétences Asie pour les professionnels de la technologie	Supergrappe des technologies numériques du Canada Produits forestiers du Canada ltée (Canfor) Mosaic Forest Management Teck Resources Limited
Projet <i>Asia Pacific Curriculum</i>	Gouvernement de la Colombie-Britannique – ministère de l'Éducation
Rapport : <i>A Canadian Arctic Policy for the Indo-Pacific</i>	Ministère de la Défense nationale – programme MINDS
Stratégie de croissance pour la diversité et l'inclusion pour les femmes canadiennes entrepreneures en Asie-Pacifique	Air Canada Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
« Duelling Superpowers: What does this mean for the rest of us? » Un entretien avec Zanny Minton Beddoes, rédacteur en chef de <i>The Economist</i> et boursière émérite John H. McArthur de la FAP Canada	Deloitte Canada
Relations économiques dans les marchés prioritaires de l'Asie-Pacifique : sondage auprès de leaders d'opinion sur l'engagement en Indonésie et à Singapour	Exportation et développement Canada Affaires mondiales Canada Investir au Canada
Relations avec le Conseil de coopération pour la sécurité dans l'Asie-Pacifique	Affaires mondiales Canada

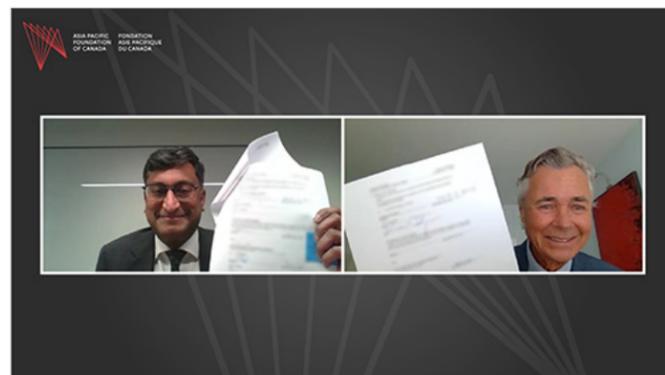
Projet ou entreprise	Organisme de financement
Accroître la participation des MPME dans les échanges commerciaux et régionaux avec les pays de l'ANASE	Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire du Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement
<i>Investment Monitor</i>	Bureau de l'Alberta à Hong Kong Exportation et développement Canada Gouvernement de la Colombie-Britannique Toronto Global
Projet Kakehashi	Ministère des Affaires extérieures du Japon
Faire connaître le PTPGP au Vietnam	Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire du Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement
<i>Translating Asia Pacific COVID-19 Experiences for Canada</i>	Agence de la santé publique du Canada

## Projets en cours

### PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES

À la fin de cet exercice financier, la FAP Canada s'est réjouie de l'appui du gouvernement du Canada, par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, qui a financé la phase II du [Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises](#). Le Projet, auquel la FAP Canada a collaboré avec le gouvernement du Canada et le secrétariat de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) depuis 2016, est un projet de renforcement des capacités destiné à aborder les principaux enjeux auxquels font face les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les économies en développement de l'APEC. Ce projet a aidé des entrepreneurs novateurs à développer leurs entreprises, à améliorer les pratiques de gestion des affaires et à accéder aux ressources et aux contacts en mettant l'accent sur une croissance durable et inclusive et sur la réduction de la pauvreté, auprès, notamment, d'entreprises dirigées par des femmes et des jeunes.

La phase I était axée sur les économies du Vietnam, des Philippines, de l'Indonésie et du Pérou, et proposait



Une cérémonie de signature pour la phase II du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises a eu lieu le 4 mars 2022, en présence de l'honorable Pierre Pettigrew (président du conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada) et de M. Paul Thoppil (sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

des outils liés aux pratiques exemplaires, des idées, des connaissances et des liens cruciaux issus de l'expérience canadienne et adaptés aux économies en développement de l'APEC. La phase II constitue un projet de quatre ans pour la Fondation et son équipe de projet dévouée, soutenu par une contribution de 2,31 M\$ CA du gouvernement du Canada par l'intermédiaire du programme de développement régional panasiatique d'Affaires mondiales Canada. Elle tirera parti des acquis de la phase I en reproduisant les travaux du Projet dans

trois nouvelles économies en développement de l'APEC : la Malaisie, la Thaïlande et la Papouasie–Nouvelle-Guinée. La FAP Canada poursuivra son travail en Indonésie, aux Philippines et au Vietnam en prolongeant sa collaboration avec ces économies et en augmentant le rayonnement des découvertes et résultats du Projet.

Pour finaliser la phase I, l'équipe du Projet a organisé une conférence virtuelle de deux jours qui a permis de résumer les résultats du projet et d'y réfléchir. L'événement a eu lieu pendant le groupe de travail sur

les petites et moyennes entreprises de l'APEC en mai. Sous la bannière « Transformer l'Asie-Pacifique par l'entrepreneuriat et l'innovation », l'événement phare a attiré 116 participants, a donné lieu à la publication d'un document d'orientation et d'une boîte à outils politique, et a permis de réfléchir aux enjeux pressants pour les MPME dans les économies en développement de l'APEC, notamment la numérisation des MPME, le genre et l'entrepreneuriat, l'impact de la COVID-19 et la reprise économique inclusive.



### ASIA WATCH

Notre infolettre bihebdomadaire [Asia Watch](#), qui analyse les dernières nouvelles, les problèmes et les tendances en Asie dans une optique canadienne, reste notre produit de sensibilisation régulier le plus efficace. Il touche un public de plus de 4 000 lecteurs abonnés chaque mardi et jeudi. Produites et promues par nos équipes de recherche et de communication, huit histoires originales sont reprises et archivées chaque semaine sur la [carte de la page Web Asia Watch](#) de la Fondation et rediffusées sur nos canaux de médias sociaux, notamment sur Instagram, où elles sont « recrées » sous forme d'histoires visuelles à partager. Avec une augmentation de 23 % du nombre d'abonnés au cours de l'année, *Asia Watch* est un produit unique, de grande valeur et portant la marque de la FAP Canada.

Il touche les intervenants du gouvernement, du monde des affaires, du milieu universitaire et des médias qui comptent sur l'infolettre pour éclairer leur travail et leur prise de décision. Les éditions spéciales d'*Asia Watch* permettent à la Fondation de se concentrer sur des événements, des questions et des anniversaires qui ont des significations plus étendues pour les Canadiens intéressés ou opérant dans la région Asie-Pacifique. Cette année, la FAP Canada a produit trois éditions spéciales, également republiées sur notre site Web sous forme de courtes dépêches : [Hommage à la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation](#) (30 septembre 2021), [Dix choses à ne pas manquer dans Asia Watch en 2022](#) (16 décembre) et [La réponse de l'Asie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie](#) (1<sup>er</sup> mars).

# Nouveaux projets

## DOCUMENTS DE L'ASPC

La COVID-19 a bouleversé le monde plus que tout autre problème de santé publique ces derniers temps. Loin d'être uniquement une crise de santé publique, cette perturbation mondiale majeure a également eu des répercussions sur le commerce, la politique, les voyages, l'environnement et les libertés civiles. De plus, des questions de santé publique ont surgi autour des chaînes d'approvisionnement médicales, des solutions numériques et des cadres juridiques et stratégiques visant à gérer les futures interventions en cas de pandémies.

Les pays d'Asie, qui ont beaucoup souffert des crises sanitaires survenues par le passé, comme le SRAS et le SRMO, mènent depuis de nombreuses années l'élaboration de cadres stratégiques de santé publique et sont à l'avant-garde des solutions technologiques pour lutter contre la COVID-19, notamment la recherche des contacts, la télémédecine et d'autres systèmes et solutions sanitaires numériques. L'Asie est également devenue le centre d'un nombre croissant de chaînes d'approvisionnement mondiales ces dernières années et constitue une source importante de biens médicaux pour le Canada.

En s'appuyant sur notre travail exhaustif de suivi des interventions face à la COVID-19 dans toute l'Asie au cours des premiers mois de la pandémie, y compris notre [outil de suivi COVID Asia Tracker](#) et la série de dépêches « *COVID-19 Conversations* » d'une durée d'un an, la FAP Canada a soumis, à la fin de l'année dernière, une proposition retenue dans le cadre du Programme de subventions internationales à la santé gérée par l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). L'initiative de recherche de cette année, [Translating Asia's COVID-19 Experience for Canada](#), en est le résultat. Il s'agit d'une série de rapports de recherche en cinq parties qui étudient les diverses expériences de multiples économies de la région Asie-Pacifique en matière de COVID-19 au cours de la première année de la pandémie (2020) et en tirent des enseignements clés pour le Canada.

Conformément à la phase de « renforcement » de notre plan stratégique quinquennal, notre objectif était de consolider nos efforts de recherche et notre expertise

autour d'un projet opportun de grande valeur et à fort impact, et d'aider le Canada à jouer un rôle de premier plan dans le domaine de la santé mondiale en approfondissant ses connaissances sur les expériences de l'Asie avec la COVID-19.

Nos analyses ont fourni des recommandations stratégiques pour le Canada, y compris d'importantes recommandations structurelles pour aider le gouvernement fédéral à mieux préparer le Canada en cas de pandémie et à élaborer des stratégies d'interventions complètes aux crises sanitaires futures. Les chercheurs de la FAP Canada ont analysé la première année de la pandémie dans quatre domaines d'intérêt, chacun ayant son propre rapport :

**Rapport sommaire :** Présentation de la recherche, de l'analyse et des principales conclusions des quatre rapports stratégiques disséquant l'expérience des économies de l'Asie-Pacifique dans leur intervention face à la COVID-19.

**Engagement international dans la santé mondiale :** Exploration des réactions à la pandémie de la part d'importantes organisations internationales qui ont réorienté leurs programmes, leurs recherches et leurs financements pour relever les enjeux liés à la COVID-19.

**Flux des échanges commerciaux transfrontaliers :** Vue d'ensemble et analyse des répercussions de la pandémie sur les chaînes de valeur mondiales et le commerce de produits médicaux, tels que les équipements de protection individuelle et les vaccins, entre le Canada et la région Asie-Pacifique.

**Innovation numérique pour répondre aux pandémies :** Exploration du développement et du déploiement des technologies numériques mises en œuvre dans le cadre des interventions en cas de pandémie et des soins de santé, y compris les facteurs politiques, juridiques, institutionnels et sociétaux facilitant l'élaboration et l'adoption d'outils numériques pour la santé publique.

**Santé publique et intervention en cas de pandémie :** Examen des institutions, des politiques de santé publique et de la législation qui étaient en place avant la COVID-19 ou qui ont été rapidement élaborées et modifiées dès son apparition, avec une analyse approfondie des facteurs

de réaction à la pandémie qui ont permis à l'Australie, au Japon, à la Nouvelle-Zélande, à Singapour, à la Corée du Sud, à Taiwan et au Vietnam de maîtriser la COVID-19 et d'éviter un lourd bilan de décès en 2020.

Le projet s'est concrétisé par un événement webinaire en mars, « *Pandemic X: Are We Ready for The Next Time?* », qui a attiré un public de plus de 80 experts en santé et en politique du monde entier. « *Pandemic X* » réunissait des participants au projet, M. Peter Berman, *Ph. D.*,



Olivia Adams, chercheuse de cycle supérieur de la FAP Canada, participe à la production d'une vidéo tutorial pour le gouvernement du Vietnam avec les productions Oh Boy! Productions à Vancouver, Canada

## LES PROJETS DE MÉCANISME DE DÉPLOIEMENT D'EXPERTS

Dans le cadre du Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement (MDE), un projet-cadre financé par Affaires mondiales Canada par l'entremise de Cowater International, l'équipe de recherche de la FAP Canada a livré et mis au point cette année deux projets d'assistance technique – un pour le Vietnam et l'autre pour l'ANASE. L'initiative « *Raising SME Awareness of the CPTPP in Vietnam* » a été lancée en réponse à une demande d'assistance technique du Département de la politique commerciale multilatérale et du ministère de l'Industrie et du Commerce du Vietnam pour concevoir des outils d'information et de formation destinés aux MPME afin de les sensibiliser aux obligations et aux occasions créées par l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), dont le Canada et le Vietnam sont membres. Le projet s'est achevé en novembre par la publication d'un guide, d'une série d'ateliers et d'un tutoriel vidéo mettant en scène des membres des équipes du Commerce avec l'Asie et de l'Éducation de la Fondation.

En septembre, la FAP Canada a obtenu un deuxième contrat par l'intermédiaire de Cowater International pour fournir une assistance technique à l'Association

des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le Secrétariat de l'ANASE cherchait à mieux comprendre l'approche du Canada pour inclure les MPME dans le commerce au moyen des accords de libre-échange (ALE) du Canada et des politiques et programmes fédéraux et provinciaux canadiens. L'équipe de mise en œuvre du projet a travaillé avec le gouvernement de la Malaisie, l'État membre de l'ANASE qui dirige le projet. Un guide destiné à préparer les fonctionnaires de l'ANASE aux négociations de l'ALE Canada-ANASE et un atelier axé sur l'approche du Canada en matière de commerce inclusif et de participation des MPME au commerce sont en cours de production. (Ces livrables ont été achevés en avril 2022.)

À ce jour, les activités et les produits du projet MDE, avec le soutien de l'équipe de communication de la Fondation pour la production éditoriale et multimédia, ont été bien accueillis par les parties prenantes participantes et soulignent la capacité de la Fondation à tirer parti de son expertise interne en matière de commerce, d'investissement, d'éducation et de politique tout en s'appuyant sur son réseau d'experts pour se positionner comme un contributeur précieux et groupe de réflexion de premier plan alors que le Canada explore un engagement plus important avec l'économie dynamique du Vietnam et un ALE avec l'ANASE.



## LE DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE SUR L'ARCTIQUE

En avril, notre équipe de recherche sur l'Asie stratégique a reçu un financement du programme Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité (MINDS) du ministère de la Défense nationale du Canada pour étudier la géopolitique de l'Arctique et offrir des conseils stratégiques sur la façon dont le Canada peut repositionner son leadership sur les questions liées à l'Arctique en accordant une attention particulière aux États asiatiques non arctiques.

Comprenant près de 40 % de la masse continentale du Canada et 162 000 km de son littoral, l'Arctique est un élément essentiel de l'identité nationale du Canada et fait partie intégrante de notre histoire et de notre culture. C'est également un domaine d'une importance stratégique clé pour le Canada, notamment dans le contexte de la souveraineté canadienne et des intérêts concurrents dans la région – y compris ceux des États indo-pacifiques dont les activités, les capacités et les influences dans l'Arctique se développent beaucoup plus rapidement que celles de leurs homologues nord-américains et européens.

Le gouvernement du Canada ayant identifié le bassin Indo-Pacifique comme une région d'une importance stratégique renouvelée, un lien direct entre les intérêts du Canada dans l'Arctique et ceux du bassin Indo-Pacifique est devenu de plus en plus pertinent et important – plus important, sans doute, que les relations qui ont historiquement sous-tendu la diplomatie arctique canadienne, notamment celles avec le G7, l'OTAN et les démocraties libérales dans le cadre du discours stratégique occidental traditionnel.

C'est ce que soutiennent notre vice-président, Recherche et stratégie, M. Jeffrey Reeves, Ph. D., et notre chercheuse en politiques, Angela Wang, les auteurs de l'énoncé de politique-cadre, [A Canadian Arctic Policy for the Indo-Pacific](#). Dans ce travail novateur sur le rôle du Canada dans l'Arctique dans le contexte d'une Asie en pleine ascension, l'énoncé de politique décrit les objectifs concernant l'Arctique que se sont fixés les acteurs prédominants de l'Asie dans la région, à savoir la Chine, le Japon, Singapour et la Corée du Sud. L'énoncé propose ensuite des options stratégiques pour une plus grande intégration du Canada dans l'écosystème arctique émergent du bassin Indo-Pacifique et un nouveau cadre pour l'engagement canadien dans l'Arctique qui soit plus complet, inclusif et favorable à l'engagement plus large du pays dans cette région.

Angela Wang, chercheuse pour le projet, a présenté les conclusions du document lors du 14<sup>e</sup> Symposium sur le droit polaire, tenu en 2021 et organisé virtuellement par le Polar Cooperation Research Centre (Université de Kobe, Japon), le Polar Law Institute (Université d'Akureyri, Islande) et l'Arctic Centre (Université de Laponie, Finlande), et a été invitée à organiser une séance lors du Forum japonais du cercle de l'Arctique à Tokyo, Japon, en 2023. L'énoncé de politique est disponible dans les annexes de ce rapport annuel.

## Mission et réseaux d'entreprises pour les femmes

La [série de missions commerciales exclusivement réservées aux femmes](#) (2019-2023) de la FAP Canada soutient les deux objectifs du gouvernement du Canada, d'une part, favoriser la diversification du commerce international, et de l'autre, faire progresser l'autonomisation économique des femmes en encourageant les femmes d'affaires canadiennes à percer les économies dynamiques de l'Asie-Pacifique.

Grâce au soutien du Gouvernement du Canada, dans le cadre du Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, et au parrainage d'Air Canada, ces missions commerciales donnent aux entreprises canadiennes dirigées par des femmes ou appartenant à des femmes un accès aux occasions et au soutien nécessaires pour percer les principaux marchés de l'Asie-Pacifique, notamment des formations préalables aux missions, des occasions de jumelage d'entreprise à entreprise, de la promotion sur le marché et des conférences publiques avec des présentatrices de renom.

Après les missions précédentes au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan, la Fondation a organisé deux nouvelles missions cette année : en Australie et en Nouvelle-Zélande (décembre) et en Inde (mars). Elles étaient conçues à l'origine comme une série de missions sur place, mais avec l'arrivée des restrictions de voyage et de santé liées à la COVID-19, la responsable du projet Christine Nakamura, vice-présidente du bureau central du Canada, et son équipe basée à Toronto ont réussi à réorienter les missions vers des formats virtuels.

### AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Quatrième mission commerciale féminine en Asie de la FAP Canada, la première mission commerciale virtuelle canadienne exclusivement féminine en Australie et en Nouvelle-Zélande a réuni des entrepreneures canadiennes et des entreprises de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans le but de favoriser le commerce inclusif pour les femmes, de soutenir les petites et moyennes entreprises et de catalyser la formation de partenariats internationaux entre des entreprises canadiennes et des marchés étrangers.

La mission en Australie et en Nouvelle-Zélande a été montée en partenariat avec SheEO (un réseau international de mentorat et de financement perturbateur pour les femmes d'affaires basé au Canada) et soutenue par Indigi-X (un réseau international autochtone basé au Canada) avec un fort appui des secteurs privé et public, et en particulier du Service des délégués commerciaux du gouvernement du Canada dans les deux économies. Elle comprenait un axe trilatéral visant à mettre en avant les occasions offertes aux femmes autochtones dans le commerce international et a accueilli 19 déléguées de tout le Canada, leur offrant 120 réunions interentreprises de la mi-décembre 2021 à la fin janvier 2022.

### INDE

La cinquième mission d'affaires des femmes de la FAP Canada, première mission d'affaires virtuelle canadienne en Inde réservée aux femmes, a été présentée en partenariat avec le Conseil commercial Canada-Inde et soutenue par des contributions du gouvernement du Canada par l'intermédiaire de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, ainsi que par un appui solide du Service des délégués commerciaux du gouvernement du Canada en Inde. Sous le thème « Croître plus intelligemment », elle a été organisée autour de l'éducation, des solutions vertes, de l'agro-technologie et de la technologie de la santé pour mettre en lumière les innovations des entrepreneures canadiennes dans ces secteurs.



La mission a mis en relation neuf entreprises canadiennes dirigées par des femmes et spécialement sélectionnées dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé avec des partenaires indiennes potentielles au moyen de réunions interentreprises, et des discussions de haut niveau ont été menées sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans le contexte bilatéral et sur les perspectives commerciales pour les entrepreneures et les MPME.

En plus de rassembler 300 participantes de plusieurs pays et de générer 210 rencontres interentreprises entre les déléguées et des partenaires potentielles sur le marché, les missions de cette année ont permis d'améliorer les compétences commerciales et culturelles de l'Asie des femmes entrepreneures et chefs d'entreprise canadiennes.

### Bailleurs de fonds et donateurs des missions commerciales féminines

#### Partenaires de financement

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (total de 1 754 836 \$; 530 166 \$ au cours de l'EF 2021-2022)

Air Canada (total de 50 000 \$; 15 000 \$ au cours de l'EF 2021-2022)

#### Organismes de soutien

##### Australie et Nouvelle-Zélande

Exportation et développement Canada (EDC)

Affaires mondiales Canada

Service des délégués commerciaux du Canada

Australian Trade and Investment Commission (Austrade)

Consulat général de la Nouvelle-Zélande à Vancouver

Haut-commissariat du Canada en Australie

Haut-commissariat du Canada en Nouvelle-Zélande

New Zealand Trade and Enterprise (NZTE)

Smart Mango

Te Whenua Consulting

SheEO

Kristal Kinsela Consulting

INDIGI-X

VentureLab

##### Inde

Exportation et développement Canada (EDC)

Affaires mondiales Canada

Service des délégués commerciaux du Canada

ASSOCHAM

Confederation of Indian Industry (CII)

Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI)

Haut-commissariat du Canada en Inde

Chambre de commerce indo-canadienne

Trilegal

Bennett Jones LLP

Conseil de commerce Canada-Inde

### Retombées des missions commerciales exclusivement féminines (Au 25 juin 2021)

**101** femmes soutenues dans la création d'une nouvelle entreprise

**480** femmes soutenues dans la croissance de leur entreprise sur les marchés étrangers

**575** femmes soutenues dans la croissance d'une entreprise existante

**535** femmes soutenues pour renforcer leurs compétences entrepreneuriales

**201** femmes soutenues pour se lancer dans des secteurs traditionnellement sous-représentés

**985** femmes mises en relation grâce à des activités de réseautage, de jumelage et de mentorat

**419** femmes sous-représentées soutenues



### LE RÉSEAU INTERNATIONAL DES FEMMES CANADIENNES (CANWIN)

En mai, s'appuyant sur le succès de sa série de missions commerciales, la FAP Canada a lancé [CanWIN](#), le Réseau international des femmes canadiennes, une organisation favorisant l'établissement de liens entre les leaders d'opinion féminines, les entrepreneures et les organisations travaillant à l'égalité des genres, afin de renforcer l'autonomie des entrepreneures canadiennes par l'engagement avec les marchés en croissance de l'Asie.

Soutenu par des contributions du Gouvernement du Canada par l'intermédiaire de l'Agence fédérale de

développement économique pour le Sud de l'Ontario, CanWIN est un réseau multilatéral en pleine expansion et un écosystème international de femmes d'affaires qui peuvent aider les Canadiennes à se diversifier sur les marchés asiatiques. Il a été lancé par la première présidente, Mme Lois Nahirney, Ph. D., présidente et chef de la direction de dnaPower, et la première vice-présidente, Mme Janice Fukakusa, chancelière de l'Université métropolitaine de Toronto, le 27 mai avec un événement en ligne qui a attiré 235 participantes de tout le Canada et du monde entier.

# Création de réseaux

Un des objectifs centraux du plan stratégique quinquennal (2019-2024) de la FAP Canada consiste à faciliter la connectivité internationale entre le Canada et l'Asie au moyen des réseaux nationaux et régionaux. Dans la phase actuelle de « renforcement » (2021-2023) du plan, les activités de réseautage de la FAP Canada au cours de l'année ont consisté à assumer des responsabilités de secrétariat supplémentaires auprès du Conseil pour la coopération de sécurité en Asie-Pacifique (Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, CSCAP) et à approfondir les partenariats à l'aide des canaux de l'APEC afin de contribuer aux recherches pertinentes aux efforts institutionnels en cours et de tisser des relations de réseau plus étroites avec d'autres comités d'États membres.

Les activités propres à l'APEC ont consisté à renforcer notre participation au Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC), à consolider notre rôle de secrétariat du Conseil consultatif des gens d'affaires (CCGA) de l'APEC et à renforcer notre position en tant que Centre d'études de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) désigné par le Canada. En outre, cette année, la Fondation a accueilli deux réunions du Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC), a accueilli une nouvelle cohorte de membres émérites et a participé à plusieurs webinaires conjoints réussis avec notre nouveau partenaire institutionnel, la Fondation Chili Pacifique.



## ABLAC

Créé par la FAP Canada en 2016, le [Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie \(ABLAC\)](#) est composé de chefs d'entreprise asiatiques (27) et canadiens (22) qui se rencontrent chaque année afin de répertorier et d'articuler les possibilités d'amélioration des liens d'affaires entre le Canada et l'Asie. Les membres du Conseil sont représentés dans tout le Canada et dans plus de 10 économies d'Asie-Pacifique, et les réunions annuelles ont lieu dans des villes du Canada et d'Asie. Depuis sa création, l'ABLAC est devenu un forum exceptionnel pour catalyser le dialogue et l'action.

En avril, après le report de l'ABLAC 2020 en raison de la pandémie, le conseil s'est réuni pour la cinquième fois dans un cadre virtuel. Plus de 150 membres et les invités de l'ABLAC se sont réunis pendant deux jours pour discuter de plusieurs questions d'actualité liées au thème principal, « Diversification étendue – Renforcer l'engagement Canada-Asie après la pandémie de COVID-19 ». Ce qu'il faut retenir de cette réunion, c'est que l'engagement avec l'Asie est plus important que jamais et qu'il sera essentiel à la relance économique post-COVID du Canada. Il a été souligné que les diverses sous-régions de la grande région Asie-Pacifique devront chacune faire face à leurs enjeux et offrir des possibilités qui leur sont propres.

La séance d'ouverture comprenait des allocutions vidéo préenregistrées de l'honorable Mary Ng, ministre canadienne du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, et de l'honorable Seamus O'Regan, ministre canadien des Ressources naturelles. M. Jeffrey Reeves, *Ph. D.*, vice-président de la Fondation, Recherche et stratégie, a clôturé la séance en donnant un aperçu de « l'état de la région » portant sur les principales tendances politiques, économiques, de sécurité, environnementales et technologiques de l'Asie-Pacifique et a souligné les nouveaux enjeux et les possibilités pour le Canada de s'engager dans la région.

La séance de clôture a été marquée par une allocution préenregistrée de l'honorable Marc Garneau, ministre des Affaires étrangères du Canada, suivie d'un discours liminaire captivant de Mark Carney, vice-président et responsable de l'investissement ESG et des fonds d'impact chez Brookfield Asset Management et ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Canada. Dominic Barton, président honoraire de l'ABLAC et ambassadeur du Canada en Chine, s'est joint à M. Carney après le discours principal pour animer une intéressante discussion virtuelle.

Les discussions virtuelles entre experts de l'ABLAC 2021 comprenaient : les possibilités de collaboration numérique avec l'Asie du Sud-Est, les possibilités liées à l'environnement et aux engagements en matière de carbone en Asie du Nord-Est et l'importance croissante

du commerce et de l'investissement avec l'Asie du Sud dans les vastes efforts de diversification du Canada. Les recommandations finales du Conseil ont été consignées dans le [rapport de synthèse de l'ABLAC 2021](#), qui est disponible dans les annexes du présent rapport annuel.

En février, la FAP Canada a organisé une table ronde virtuelle spéciale de l'ABLAC, « *A New Trade Architecture Emerging in the Asia Pacific: What Does This Mean for Business?* » Événement réservé aux membres et organisé par Goldy Hyder, président de l'ABLAC 2022 et président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires, la table ronde a été consacrée aux méga-accords de libre-échange qui sous-tendent une nouvelle architecture commerciale en Asie-Pacifique : l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), le Partenariat économique régional global Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) et l'Accord de partenariat pour l'économie numérique (APEN), le premier et unique instrument multilatéral de politique commerciale numérique.

Parmi les intervenants figuraient les membres de l'ABLAC Shirley Crystal Chua, fondatrice et PDG du groupe, Golden Equator (Singapour); Martha Hall Findlay, chef du climat, Suncor (Canada); Kevin D. Strain, président et PDG, Sun Life (Canada); et Jennifer Westacott, PDG, Business Council of Australia (Australie). La table ronde a été l'occasion pour les membres de l'ABLAC d'accueillir les nouveaux membres du Conseil, de se concerter sur les enjeux et les occasions d'affaires dans l'environnement actuel et d'en apprendre davantage sur les projets de l'ABLAC en 2023.

## MEMBRES ÉMÉRITES

Les [membres émérites](#) de la FAP Canada sont des experts en la matière dans divers aspects des relations entre le Canada et l'Asie. Ils fournissent à la Fondation de précieux renseignements et conseils, en participant à des dialogues et des événements publics, en offrant des commentaires publics, en alimentant des projets de recherche et en répondant aux demandes des médias nationaux et internationaux.

En mai, la FAP Canada a convoqué sa nouvelle cohorte 2021-2023 de membres émérites pour leur donner un aperçu du plan de recherche et de travail de la FAP Canada pour 2021-2022 et solliciter leur

contribution et leur engagement dans le travail de la Fondation, y compris les possibilités de collaboration avec le réseau du Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC). Avec un équilibre plus juste entre les sexes et une plus grande représentation régionale que les années précédentes, la nouvelle cohorte s'est réunie à nouveau en décembre pour discuter du nouveau projet CASD de la FAP Canada, soulevant d'importantes questions sur la véracité des données et les considérations de propriété intellectuelle alors que la Fondation intensifie la mise sur pied de ce nouvel outil axé sur les données qui suit, analyse et cartographie les changements importants et les intérêts canadiens à l'échelle locale dans les principales régions d'Asie.

## ABAC

La FAP Canada fait office de secrétariat pour les membres du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC) du Canada, en fournissant des recherches, des analyses et un soutien administratif. Les organismes du secteur privé présentent des recommandations aux dirigeants de l'APEC dans le cadre d'un dialogue annuel et conseillent les représentants de l'APEC relativement aux priorités et aux préoccupations du secteur commercial. Les membres de l'ABAC se rencontrent quatre fois par année, et les représentants de l'ABAC participent également aux réunions des hauts fonctionnaires, à la réunion ministérielle annuelle et aux réunions ministérielles sectorielles.



**Janet De Silva**

Présidente et chef de la direction  
Toronto Region Board of Trade



**Timothy Dattels**

Associé et président  
Asia TPG



**Joseph Fung**

Associé directeur  
Saltagen Ventures



La conférence ABAC II à Vancouver

Cette année, la Fondation a eu le plaisir d'accueillir Joseph Fung (directeur principal de Fairchild Capital Management et associé directeur de Saltagen Ventures) et Timothy Dattels (associé de la société d'investissement mondiale TPG et président de TPG Asia) à l'ABAC Canada. Aux côtés de la membre actuelle Janet De Silva (présidente et chef de la direction du Toronto Region Board of Trade et présidente du groupe de travail numérique de l'ABAC 2022), M. Fung a assumé le rôle de coprésident du groupe de travail sur la durabilité de l'ABAC 2022 et M. Dattels celui de coprésident du groupe de travail sur l'intégration régionale et économique 2022. Les trois membres de l'ABAC Canada sont également membres de l'ABLAC, avec des liens profonds et anciens dans la Fondation et dans son travail pour renforcer l'engagement du réseau dans toute la région Asie-Pacifique.

En août, les membres de l'ABAC Canada Jan De Silva et Joseph Fung, ainsi que Stephanie Lee, membre du personnel de la FAP Canada, ont participé à la réunion plénière de l'ABAC III, où les recommandations incluses

dans le rapport dirigé par l'ABAC Canada, [Artificial Intelligence in APEC: Progress, Preparedness and Priorities](#), ont été approuvées. L'intelligence artificielle (IA) promet de révolutionner l'économie mondiale, en contribuant à hauteur de 16 000 T\$ US de production économique supplémentaire d'ici 2030 et en augmentant le PIB mondial de 14 %. L'IA favorisera la poursuite de la croissance économique et l'intégration mondiale, en particulier dans les économies à croissance rapide et technologiquement intégrées de l'APEC. Le rapport a été financé par le groupe de travail numérique de l'ABAC pour fournir une analyse granulaire du programme d'IA dans les économies de l'APEC et est disponible dans les annexes de ce rapport annuel.

Vers la fin de cette année, la Fondation a réorienté ses efforts de réseautage pour soutenir les membres de l'ABAC Canada, en consultation avec Affaires mondiales Canada (qui a fourni un soutien financier supplémentaire) et la province de la Colombie-Britannique, dans l'organisation et la planification de la conférence ABAC II à Vancouver (25-28 avril 2022) et d'un Symposium

de l'ABAC sur la cybersécurité (25 avril 2022) en marge de la conférence ABAC II. Les deux événements seront soulignés dans le rapport annuel 2022-2023 de la FAP Canada.

## CSCAP ET PECC

Cette année, en collaboration avec Affaires mondiales Canada, la FAP Canada a réussi à faire pression pour que le Comité membre du Canada soit reconstitué au sein du Conseil de coopération pour la sécurité dans l'Asie-Pacifique (CSCAP), un processus de dialogue non gouvernemental diplomatique de la voie 1.5 qui fournit des données indépendantes sur les entreprises et la recherche pour les processus d'élaboration de politiques régionales. La FAP Canada est maintenant le secrétariat intérimaire du CSCAP, ce qui permet à la Fondation de contribuer aux discussions régionales sur les affaires stratégiques de l'Asie. La Fondation travaille actuellement avec les comités membres du CSCAP de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Singapour et du Vietnam pour promouvoir un groupe d'étude en trois parties sur la sécurité pandémique de l'Asie dans le cadre de la COVID-19, en s'appuyant sur notre travail de recherche approfondi effectué plus tôt dans l'exercice pour l'Agence de la santé publique du Canada.

Démontrant notre vaste capacité de réseautage et l'élargissement de notre expertise en matière de sécurité, la membre émérite Stéphanie Martel et sa collaboratrice de recherche, Mme Jennifer Mustapha, Ph. D., du Collège universitaire Huron de l'université Western, ont participé aux réunions du Groupe d'étude du CSCAP sur les femmes, la paix et la sécurité en juin et septembre, respectivement. De plus, notre vice-président, Recherche et stratégie, M. Jeffrey Reeves, Ph. D., a fait une présentation à une séance du groupe d'étude sur la paix et la coopération en Asie du Nord-Est du CSCAP en novembre et à la réunion du comité directeur du CSCAP en décembre.

Dans le cadre de notre travail pendant cet exercice avec le Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC), une organisation internationale à but non

lucrative de 26 comités membres créée pour promouvoir la coopération et le dialogue en Asie-Pacifique (et le seul observateur officiel non gouvernemental de l'APEC), le président du comité canadien du PECC, Don Campbell, a participé au 36<sup>e</sup> séminaire de la Pacific Economic Community, « *Economic Transformation and the Future of Work in the Asia Pacific after the Pandemic* », organisé par le Comité de coopération économique du Pacifique de Chinese Taipei en octobre. En février, le président du comité CANPECC, M. Campbell, et le vice-président, M. Hugh Stephens, également membre émérite de la FAP Canada, ont participé à une réunion d'orientation avec le président et directeur général de la FAP Canada, Jeff Nankivell, et le vice-président, Recherche et stratégie, de la Fondation (et nouveau membre du CANPECC), Jeff Reeves, afin de discuter des possibilités émergentes de tirer parti de la présence du PECC du Canada dans la région dans le contexte de la prochaine stratégie indo-pacifique du Canada.

## FONDATION CHILI PACIFIQUE

Notre partenariat institutionnel avec la Fondation Chili Pacifique, un défenseur des prévisions de libre-échange du Chili avec les marchés de l'Asie-Pacifique, a continué à produire des collaborations fructueuses au cours de cet exercice. À l'automne, la Fondation a coproduit les deux derniers webinaires de la série en quatre parties sur « l'ANASE et les Amériques ». Deux des membres émérites de la FAP Canada, Bart Édes et Jonathan Fried, ont participé en tant que panélistes sur le commerce numérique, et notre boursière émérite John H. McArthur, Elina Noor, ainsi que notre vice-président Recherche et stratégie, Jeff Reeves, ont participé au dernier webinaire sur l'impact de l'initiative la Ceinture et la Route de la Chine. La série a été une initiative très réussie sur le plan du dialogue productif. Elle a permis d'élargir la portée du travail de la Fondation, en attirant trois de nos plus grands publics cette année, en ajoutant plus de 350 nouvelles personnes à notre liste d'événements et en soutenant une augmentation de près de 200 abonnés à notre bulletin *Asia Watch*.

# Combattre le racisme anti-asiatique

Bien qu'une grande partie du travail de la FAP Canada soit axée sur le commerce et l'investissement, la géopolitique et les questions de sécurité, la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada* définit également notre objectif comme étant de la « sensibilisation réciproque aux langues, aux cultures, à l'histoire, aux religions, aux philosophies, aux modes de vie et aux aspirations du Canada et de la région Asie-Pacifique, ainsi qu'à leurs effets sur chacune des sociétés en cause » et la « collecte d'informations et d'idées sur le Canada et la région Asie-Pacifique et leur diffusion au Canada et dans cette région ».

Au cours des premiers mois de la pandémie de COVID-19, une crise sanitaire internationale originaire d'Asie, la Fondation, ses alliés et des organisations et individus partageant les mêmes idées ont commencé à observer un sentiment anti-asiatique croissant au Canada, notamment des attaques racistes et des crimes haineux. Dans tout le Canada, il existe de nombreuses preuves d'une augmentation de la violence et de l'hostilité, en particulier à l'encontre des Asiatiques et des Canadiens d'origine asiatique.

Pour mieux comprendre leurs expériences du racisme anti-asiatique pendant la pandémie, la Fondation a réuni 23 jeunes adultes qui ont déclaré être d'origine est-asiatique pour une conversation approfondie sur la société, la diversité et le multiculturalisme canadiens, et le racisme anti-asiatique. Le format du groupe de discussion nous a permis d'évaluer les points de vue sur la création d'un espace inclusif en nous appuyant sur les connaissances expérientielles des participants concernant leur enfance ou leur vie au Canada.

Les conclusions et les recommandations issues de ces conversations ont été consignées dans un rapport publié en mai, « [Le racisme anti-asiatique au Canada : Qu'allons-nous faire, maintenant?](#) ». Les principales conclusions de cette étude, avec des observations et des recommandations qui éclaireront nos futurs programmes et initiatives pour les jeunes, sont les suivantes :

- L'hostilité, les préjugés et la discrimination anti-asiatiques ne sont pas des phénomènes nouveaux, mais ont été exacerbés par la pandémie.
- Les stéréotypes nuisibles et les « microagressions » sont répandus et persistants et ont souvent des impacts sociaux et psychologiques à long terme.
- L'éducation et les médias de masse sont deux domaines dans lesquels le changement peut effectivement façonner un espace plus inclusif et tolérant.
- L'édification d'une société équitable et inclusive doit être un effort continu qui évolue avec le temps et les besoins.

Une copie du rapport est disponible dans les annexes du présent rapport annuel.

Le rapport sur le racisme anti-asiatique, en particulier ses conclusions sur la nécessité de l'éducation et d'un effort continu pour combattre le racisme, a suscité la création d'une nouvelle page Web de ressources dans le cadre de notre pilier transversal sur l'éducation. Portail vivant d'informations, de ressources, de possibilités de formation, d'initiatives culturelles, de liens d'auto-assistance et de ressources multimédias, notre page sur le [racisme asiatique](#) a été consultée 4 310 fois au cours de l'année et continue d'être mise à jour à mesure que de nouvelles ressources sont identifiées ou partagées avec la Fondation.

# Initiatives jeunesse

La FAP Canada s'engage à atteindre l'objectif à long terme d'améliorer la « compétence asiatique » des Canadiens afin qu'ils soient mieux informés et préparés à s'engager auprès des peuples et des économies de l'Asie-Pacifique. Pour la Fondation, ce travail commence avec les jeunes Canadiens, les futurs acteurs et dirigeants du Canada dans les relations de notre pays avec les économies dynamiques d'Asie.

## PROJET KAKEHASHI

Le [projet Kakehashi](#), que la FAP Canada administre au nom du ministère des Affaires étrangères du Japon, est un programme d'échange éducatif bilatéral financé par le gouvernement japonais qui offre aux étudiants et aux jeunes professionnels canadiens la possibilité d'en apprendre davantage sur la société, la politique, l'économie et la culture japonaises à l'aide d'un échange organisé et de visites éducatives au Japon.

Depuis le début de cette collaboration en 2013, la Fondation a reçu environ 10 M\$ CA du ministère des Affaires étrangères du Japon pour son travail sur le projet, ce qui représente une contribution importante à notre travail sur la compétence en Asie. Grâce à ce programme, la FAP Canada facilite les échanges pour environ 100 jeunes Canadiens et 30 étudiants japonais chaque année.



En raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19, les échanges en personne ont été suspendus pour l'exercice 2021-2022. Mais l'équipe Kakehashi de la FAP Canada, dirigée par la gestionnaire de programme Siân Jones, s'est rapidement tournée vers la programmation en ligne, organisant ou co-organisant 14 événements cette année, dont deux rencontres d'anciens élèves très suivies et deux échanges virtuels entre écoles secondaires. L'événement des anciens élèves en mai, « L'héritage durable de Kakehashi – Échange international pour une expérience et un changement de vie », a été un succès. L'ambassadeur du Japon au Canada, S.E. Yasuhisa Kawamura, a prononcé le discours d'ouverture et a attiré plus de 50 participants du Canada et du Japon.

## VEILLE ÉLECTORALE

En plus de son travail continu sur le programme d'études Asie-Pacifique au cours de cet exercice, y compris l'achèvement de deux nouveaux modules – L'Asie-Pacifique et le changement climatique et Préserver les langues du patrimoine canadien – qui seront disponibles pour les enseignants du secondaire et d'autres éducateurs canadiens au cours du prochain exercice, en novembre, l'équipe éducative de la Fondation a repris sa série réussie de veilles électorales par des étudiants.

Cette initiative jeunesse a réuni un petit groupe d'étudiants diplômés et de premier cycle et de jeunes professionnels pour surveiller l'évolution de l'élection présidentielle sud-coréenne du 9 mars, qui a été suivie de près. Les membres de la veille électorale se sont rencontrés de façon virtuelle chaque semaine, rejoignant la discussion depuis Montréal, Calgary et Vancouver. Ils se sont familiarisés avec les programmes de campagne des principaux candidats et les grandes questions économiques, sociales et politiques qui animent les électeurs du pays. Le groupe a produit six dépêches publiées, touchant à l'inégalité économique, au genre, aux relations Corée du Sud-Chine et à la politique de la Corée du Nord.

En février, la FAP Canada a formé sa Veille électorale des Philippines, avec la participation d'étudiants et de jeunes professionnels de Montréal et de deux villes de C.-B. – Vancouver et Squamish. La Veille électorale de Corée et la Veille électorale des Philippines ont été les huitième et neuvième initiatives de ce type, respectivement. Les précédentes veilles électorales ont porté sur les Philippines (2016), le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Sri Lanka, Taïwan et le Myanmar.

# Bourse John H. McArthur

La [bourse émérite John H. McArthur](#) a été créée par la FAP Canada en 2017 en l'honneur de John H. McArthur, ancien président du conseil d'administration de la FAP Canada, officier de l'Ordre du Canada et doyen émérite de la Harvard Business School avant son décès en 2019. Soutenue par la création d'un fonds de 2 M\$, la bourse émérite est attribuée à un leader accompli du monde des affaires ou de la sphère universitaire qui effectuera des recherches sur des politiques applicables et rehaussera les travaux de la Fondation.

La bourse de cette année a été attribuée à Zanny Minton Beddoes, experte renommée en économie mondiale et rédactrice en chef de *The Economist*. Le discours liminaire virtuel de Mme Beddoes en juin, « *Duelling Superpowers: What does this mean for the rest of us?* », a attiré 691 participants, notre plus grand événement de l'année.

Les événements de marque comme la Bourse émérite McArthur démontrent l'impact de la FAP Canada sur le débat public et aident à promouvoir la compréhension et l'intérêt pour les relations Canada-Asie. Forte de son succès, la Fondation a lancé cette année la bourse de recherche inaugurale John H. McArthur pour offrir des possibilités aux universitaires exceptionnels en milieu de carrière qui travaillent sur des programmes et des domaines de recherche directement liés au Canada et aux intérêts du Canada en Asie.

Les bourses de recherche de cette année ont été attribuées à Elina Noor, Directrice des affaires politiques et de sécurité et Directrice adjointe du bureau de Washington, D.C. à l'Asia Society Policy Institute, et à Tabitha Grace Mallory, fondatrice du China Ocean Institute et professeure affiliée à l'École d'études internationales Jackson de l'Université de Washington. Originaire de Malaisie, le travail de Mme Noor est axé sur l'évolution de la sécurité en Asie du Sud-Est, la gouvernance et la technologie mondiales, et la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Mme Mallory est spécialisée dans la politique environnementale étrangère chinoise et fait des recherches sur la Chine et la gouvernance mondiale des océans.

Ces bourses de recherche ont soutenu divers projets de recherche et ont contribué à nos briefings et événements. Elina Noor a animé une série de balados en 12 parties, [Between the Binary](#), qui met en lumière les priorités, les clients potentiels et les difficultés liées à la technologie dans les pays du Sud à travers la voix d'experts du Sud et de l'extérieur. Cette série a été lancée cette année avec le soutien à la production de la Fondation.

## Évaluation de la Fondation Asie Pacifique du Canada (Décembre 2021)

« L'exercice 2021-2022 a également vu l'achèvement et la publication d'[une évaluation du travail de la Fondation](#) par la Direction de l'évaluation d'Affaires mondiales Canada, qui sera entreprise à intervalles réguliers dans le cadre de la convention de financement conditionnelle (la "CFC") liée à la dotation de 50 millions \$ fournie à la Fondation par le gouvernement fédéral en 2005.

L'évaluation a porté sur les activités de la FAP Canada entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2020, ainsi que sur la relation entre la Fondation et Affaires mondiales Canada.

Parmi les principales constatations, les évaluateurs ont conclu que :

- Les programmes menés par la Fondation ont produit des résultats solides, conformes et favorables au mandat défini dans la CFC.
- La Fondation a été en mesure d'entreprendre de nouveaux programmes pertinents adaptés à l'évolution des contextes.
- Les parties prenantes ont trouvé que les activités de la Fondation apportaient de la valeur, notamment une meilleure connaissance de la région de l'Asie-Pacifique grâce à la publication d'un grand nombre de produits.
- La Fondation a joué un rôle positif de rassembleur entre les gens et les institutions du Canada et de la

# La voie à suivre

En prévision d'un monde en mutation, marqué par l'instabilité économique et l'incertitude géopolitique, la FAP Canada maintient comme principe directeur qu'il est urgent d'approfondir la compréhension des intérêts du Canada en Asie-Pacifique et de s'engager de manière plus concrète dans la région.

Malgré les nombreux obstacles rencontrés au cours de l'année écoulée – qu'il s'agisse de la crise sanitaire mondiale persistante, d'une nouvelle guerre en Europe ou de l'escalade de la concurrence entre grandes puissances – la Fondation reste fidèle à la vision décrite dans son plan stratégique quinquennal 2019, qui consiste à consolider sa position de principal centre de recherche canadien sur les affaires de la région Asie-Pacifique, tirer parti de ses recherches et de ses réseaux pour aider les Canadiens à participer plus efficacement aux échanges avec les pays et les marchés asiatiques, et fournir aux Canadiens les connaissances et l'expertise dont ils auront besoin pour saisir les occasions et relever les défis uniques qui se présentent dans la région la plus dynamique et la plus florissante du monde.

Le plan stratégique quinquennal de la FAP Canada prévoit trois phases : le recentrage (2020-2022), le renforcement (2022-2023) et le marketing (2023-2024). Au cours des 12 à 18 prochains mois, la Fondation passera d'un état d'harmonisation des programmes à un état de consolidation de nos efforts les plus précieux en matière de recherche, d'éducation et de réseautage pour un impact maximal au Canada et en Asie.

Cette approche plus ciblée visant à soutenir l'engagement entre le Canada et l'Asie arrive à un moment critique. Avec le renouvellement de la volonté du gouvernement du Canada de diversifier l'économie qui se concrétise et la publication prévue d'une ambitieuse « stratégie indo-pacifique » à long terme visant à renforcer l'engagement du Canada dans la région, les 18 mois à venir pourraient être déterminants et marquants dans les 38 ans d'histoire de la Fondation.

Alors que la FAP Canada continuera à fournir les résultats et à offrir les programmes de grande valeur pour lesquels elle est le mieux connue, y compris des recherches novatrices, des événements internationaux, des missions commerciales pour les femmes, des sondages et des initiatives d'éducation et de formation, la prochaine année verra la Fondation consolider son travail autour de deux entreprises majeures : le Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD) et la Conférence Canada-en-Asie.

région de l'Asie-Pacifique, en favorisant la création de divers réseaux.

- La Fondation était bien gérée et disposait d'une gouvernance et d'une structure organisationnelle solides.
- Le conseil d'administration a fait un travail efficace en matière de gouvernance de la Fondation et a pris des décisions financières prudentes.
- La Fondation a également réussi à mobiliser des sources de financement de l'extérieur.

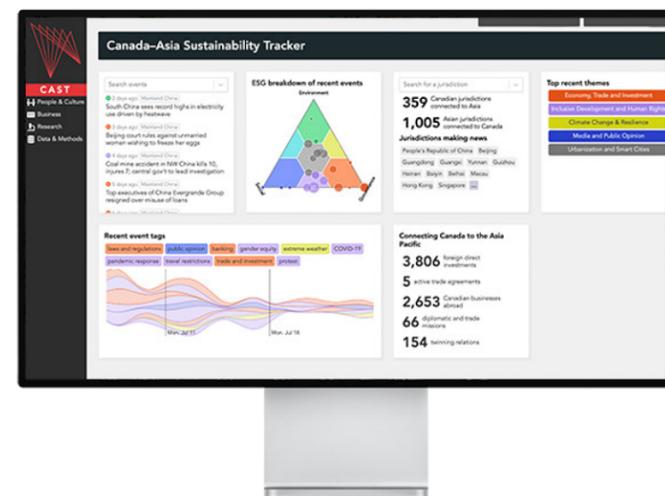
Lors de l'examen des relations gouvernementales, l'évaluation a permis de relever quelques domaines

nécessitant des éclaircissements supplémentaires liés au chevauchement entre la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada* de 1984 et la CFC, ainsi qu'aux relations stratégiques et opérationnelles entre Affaires mondiales Canada et la Fondation.

Dans une réponse officielle conjointe aux recommandations de l'évaluation, AMC et la FAP Canada ont entrepris, parmi d'autres mesures, l'examen et la mise à jour de la CFC afin de rationaliser les conditions et les exigences des rapports et d'élaborer un mécanisme mutuellement acceptable pour la diffusion annuelle des perspectives stratégiques institutionnelles. »

## CASD

Initiative de l'ensemble de l'organisation, le CASD est une base de données intégrée et une plateforme de visualisation qui incorpore des ensembles de données de niveaux micro et macro sur l'engagement du Canada en Asie à l'échelle infranationale, avec une analyse des événements communautaires dans la langue locale, les médias de source ouverte, les médias sociaux, les déclarations des dirigeants et les annonces politiques pour générer des renseignements exploitables en temps réel. Conformément aux tendances émergentes, le CASD est axé sur le déploiement des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la région. La plus grande partie des résultats du CASD sera mise à la disposition du public, avec des composants de niche tels que des rapports sur mesure, des briefings et des évaluations nettes offertes aux clients ayant des intérêts spécialisés en tant que services payants, conformément à la phase de « marché » de notre plan stratégique quinquennal. Nous serons ainsi en mesure d'étendre durablement la portée globale du CASD au fil du temps, élargissant l'offre gratuite à tous les utilisateurs tout en fournissant un soutien personnalisé à ceux qui bénéficieraient directement d'une analyse plus spécialisée.



L'initiative de CASD, actuellement en cours de réalisation, transformera nos opérations de recherche en créant une plateforme en ligne et une nouvelle série de services qui apporteront une plus grande cohérence stratégique à notre programme de recherche et une plus grande efficacité dans la gestion des informations, des connaissances et des idées issues de nos différents

projets. Finalement, ce nouveau produit phare fournira au public canadien, aux entreprises, aux gouvernements et à d'autres institutions et organisations un nouvel outil de compréhension et de prise de décision basé sur des données et des analyses en temps réel. Le conseil d'administration de la Fondation a alloué 800 000 \$ sur deux ans provenant du capital de dotation de la FAP Canada au soutien du développement et du lancement de ce nouveau projet, et l'équipe de projet discute actuellement avec des partenaires de développement potentiels des secteurs privé et public.

## CONFÉRENCE CANADA-EN-ASIE 2023

La Conférence Canada-en-Asie, qui sera organisée conjointement par la FAP Canada et Universités Canada (l'association nationale des recteurs canadiens) à Singapour en février 2023, représente un nouvel événement canadien phare dans la région de l'Asie-Pacifique et le tout premier effort des universités canadiennes pour réunir leurs anciens étudiants en Asie aux côtés de chefs de file canadiens de premier plan du gouvernement, des affaires et du milieu universitaire et de leurs partenaires de la région.

Les universités canadiennes sont des figures de proue mondiales dans le développement des connaissances, des compétences et de la recherche de pointe qui témoignent des capacités et des contributions uniques du Canada. Cela dit, leurs nombreux anciens élèves dans la région ont été une ressource sous-utilisée pour approfondir les relations entre le Canada et l'Asie.

Avec un plan à long terme pour tenir l'événement à Singapour tous les deux ans, la Fondation estime que la Conférence Canada-en-Asie catalysera une nouvelle phase transformatrice de l'engagement Canada-Asie, en établissant des liens interpersonnels et institutionnels étendus entre les personnes liées au Canada dans la région et entre la région et le Canada. Centré sur le rôle des universités canadiennes et de leurs anciens étudiants dans le renforcement de la présence canadienne en Asie, l'événement – avec les réseaux qu'il crée et redynamise – contribuera à faire avancer la stratégie indo-pacifique du gouvernement du Canada, en établissant de nouveaux liens et en renforçant ceux qui existent déjà pour accélérer la connectivité et les partenariats dans toute la région.

En plus d'avoir établi une coopération officielle avec

Universités Canada pour la co-organisation de la conférence, la Fondation a reçu un appui unanime pour cette initiative de la part de dirigeants universitaires, de PDG d'entreprises, des gouvernements fédéral et

provinciaux, de chambres de commerce canadiennes locales en Asie et d'organisations commerciales des deux côtés du Pacifique.

## Efforts continus

Outre le lancement de ces deux projets majeurs l'année prochaine, la Fondation poursuivra son travail sur d'autres initiatives en cours et en lancera de nouvelles pour soutenir nos principaux intervenants à l'échelle nationale et provinciale au sein du gouvernement, des entreprises et du monde universitaire, tout en continuant à offrir des possibilités de sensibilisation du public grâce à nos activités relatives à la compétence en Asie.

La Fondation continuera à s'appuyer sur ses programmes largement reconnus visant à renforcer l'autonomie des femmes entrepreneures au Canada et de leurs homologues en Asie au moyen des missions d'affaires, de CanWIN et de projets de développement international tels que la nouvelle phase du projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises de 2,5 M\$.

Nous continuerons de tirer parti de notre rôle de secrétariat canadien pour le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC), le Conseil de coopération pour la sécurité dans l'Asie-Pacifique (CSCAP) et le Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC), ainsi que de Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC) de la FAP Canada, et nous renforcerons notre réseau de membres émérites qui constituent une source d'idées et de conseils pertinents pour les Canadiens et de commentaires sur notre travail et nos projets.

Nous ferons progresser le travail de la FAP Canada sur les compétences en Asie à l'aide de partenaires provinciaux et nationaux dans les écoles primaires et secondaires sur les programmes d'études asiatiques, en créant un nouveau réseau et un programme de bourses pour les jeunes professionnels et en concevant des programmes de compétences asiatiques pour les jeunes professionnels et ceux en milieu de carrière dans le secteur privé.

Et nous continuerons à faire avancer la lutte contre le racisme asiatique en travaillant avec les intervenants de tout le Canada dans les domaines de l'éducation, du gouvernement, des OSBL et de l'industrie, et en défendant la Coalition nationale de Canadiens et Canadiennes contre le racisme anti-asiatique (NCCAAR) et son travail de soutien aux initiatives menées par les jeunes Canadiens asiatiques qui permettent d'améliorer l'accès aux services communautaires et d'assurer la représentation des Canadiens asiatiques.

Enfin, en tant que principal centre de recherche sur les relations Canada-Asie, la Fondation sera prête à assumer de nouveaux mandats et projets découlant de la prochaine stratégie indo-pacifique du gouvernement du Canada et du prochain chapitre qu'elle représente dans les relations et l'engagement Canada-Asie. Nous serons également prêts à réagir directement à la tendance importante du secteur privé, du secteur de l'éducation, des institutions publiques et de la société civile du Canada à diversifier leurs liens avec l'Asie-Pacifique, afin de fournir au plus large éventail possible de Canadiens l'information, l'analyse et les activités organisées nécessaires pour gérer les risques et accéder aux occasions offertes par la région la plus dynamique du monde.

# NOTRE IMPACT

## Asia Watch

Présence numérique  
Les 10 dépêches les plus consultées

## Chiffres saillants

Présence en ligne et sur les médias sociaux  
Rapports et notes de synthèse de l'exercice

## Nos sondages d'opinion nationaux

Les cinq événements les plus populaires

Nous sommes toujours aussi déterminés à fournir aux Canadiens les connaissances nécessaires pour saisir les possibilités et relever les défis exceptionnels qui se présentent dans la région Asie-Pacifique, et à instruire la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens, en particulier dans le contexte de la reprise post-pandémie.

Conformément à la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*, à notre plan stratégique quinquennal et à notre vision d'être le principal leader d'opinion au Canada en ce qui concerne les affaires de l'Asie-Pacifique et l'engagement en Asie-Pacifique pour les gouvernements, les entreprises et les citoyens du Canada, la Fondation a continué, au cours de cet exercice, à fournir des renseignements de haut niveau et des analyses fondées sur des faits probants pour aider à orienter le Canada vers un rôle de chef de file dans la région, surtout dans le contexte d'un monde changé par la pandémie de COVID-19.

Au cours de cette année de « renforcement » dans le cadre de son plan stratégique quinquennal, la Fondation a continué à peaufiner ses stratégies de publication et de diffusion des projets et produits de recherche, à promouvoir ses événements virtuels et hybrides et à tirer parti de son site Web, de ses canaux de médias sociaux et de ses nouveaux produits multimédias afin d'accroître la portée de ses réalisations, d'élargir son réseau de parties prenantes et de renforcer l'intégrité de la marque FAP Canada dans un monde dont les activités se sont déroulées principalement en ligne et virtuellement.

Qu'il s'agisse de son service d'information bihebdomadaire *Asia Watch*, de ses rapports de recherche ou ses notes de synthèse, ou encore de ses dépêches d'actualité, de l'activation de ses événements ou de son sondage d'opinion national, la Fondation a continué à

aligner ses réalisations et ses activités d'information sur un ensemble de priorités stratégiques ayant la plus forte incidence.

Nous sommes toujours aussi déterminés à fournir aux Canadiens les connaissances nécessaires pour saisir les possibilités et relever les défis exceptionnels qui se présentent dans la région Asie-Pacifique, et à instruire la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens, en particulier dans le contexte de la reprise post-pandémie.

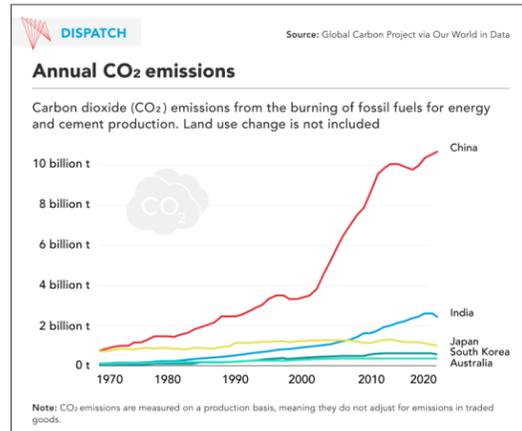
Comme en témoigne la section qui suit, notre travail continue de trouver écho auprès des Canadiens intéressés à créer ou à développer des occasions d'échange et d'investissement dans les marchés dynamiques de l'Asie-Pacifique et auprès des acteurs d'Asie qui s'intéressent aux extraordinaires possibilités que le Canada leur offre dans divers secteurs, des ressources naturelles à la technologie en passant par l'énergie propre et les solutions de soins de santé. Notre travail au cours de cet exercice a également été utile aux parties prenantes des deux côtés du Pacifique qui ont à cœur d'améliorer les politiques, l'éducation et l'engagement culturel, en renforçant nos partenariats transpacifiques et en solidifiant les espaces de collaboration tout en continuant de témoigner de la valeur institutionnelle de la Fondation Asie Pacifique en tant que principal centre de recherche sur l'Asie du Canada.

# Asia Watch

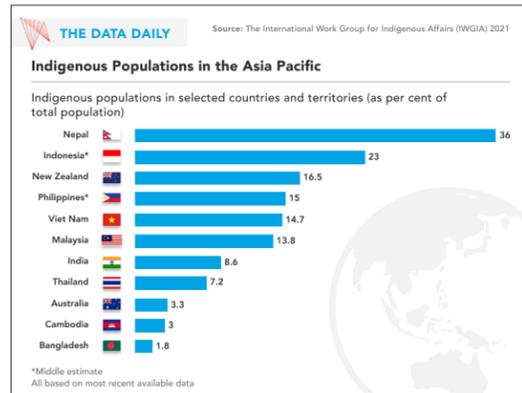
*Asia Watch*, le bulletin bihebdomadaire de la FAP Canada qui analyse les nouvelles, les enjeux et les tendances d'actualité en Asie, y compris le suivi du rétablissement post-COVID-19, est sans doute le joyau de la couronne des publications de notre Fondation; avec ses 4 076 abonnés, il jouit d'une popularité en hausse de 23 % par rapport à l'exercice précédent.

Produit et diffusé en collaboration par nos équipes de recherche et de communication, le bulletin *Asia Watch* est publié tous les mardis et jeudis via MailChimp. Les différents récits sont repris et archivés sur la [carte interactive de la page Web d'Asia Watch](#) et réaffectés dans nos canaux de médias sociaux, notamment Instagram, où ils sont « recréés » sous forme de récits visuels pour le public grandissant de cette application (appartenant maintenant à Meta, anciennement Facebook).

Nous savons, pour l'avoir souvent entendu, que les parties prenantes du gouvernement, du monde des affaires, du milieu universitaire et des médias attendent avec impatience l'arrivée de ce produit unique, de haute qualité et portant la marque FAP Canada dans leur boîte de réception, et que son contenu éclaire leur travail et leurs décisions. Les numéros hors-série d'*Asia Watch*, qui approfondissent certains événements et anniversaires importants, sont réaffectés en tant que dépêches sur le flux de publications de notre site Web. L'exercice 2020-2021 a vu paraître trois numéros hors-série : « [Ten things to 'Asia Watch' in 2022](#) » (Dix choses à ne pas manquer dans *Asia Watch* en 2022, 16 décembre 2021), « [Marking Canada's National Day for Truth and Reconciliation](#) » (Hommage à la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, 30 septembre 2021) et « [Asia's response to Russia's invasion of Ukraine](#) » (La réponse de l'Asie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, 1<sup>er</sup> mars 2022). Le bulletin d'information *Asia Watch* contient également des liens vers nos plus récents rapports, sondages, dépêches et événements.



Dix choses à ne pas manquer dans *Asia Watch* en 2022



Hommage à la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

**Asia Pacific Responses to Russia's Invasion of Ukraine**  
Region split between neutrality, condemnation, and actions toward Ukraine and Russia

Support for invasion	Officially neutral	Condemnation of invasion, no action	Condemnation of invasion, aid to Ukraine, sanctions against Russia	No official statement
Myanmar (SAC)	Bangladesh	Indonesia‡	Australia	Bhutan
	China	Maldives	Japan	Mongolia
	India*	Myanmar (NUG)	New Zealand	
	Pakistan	Nepal‡	Singapore	
	Sri Lanka	Philippines	South Korea	
	Most ASEAN member states*	Timor-Leste	Taiwan	
	ASEAN	Pacific Islands Forum		

\*Excluding Indonesia, Philippines, Myanmar (both SAC and NUG), and Singapore.  
\*India has committed humanitarian aid to Ukraine, though remains officially neutral.  
‡ Statement of condemnation for a military "attack" or "invasion" did not identify Russia by name.

La réponse de l'Asie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie

# Présence numérique

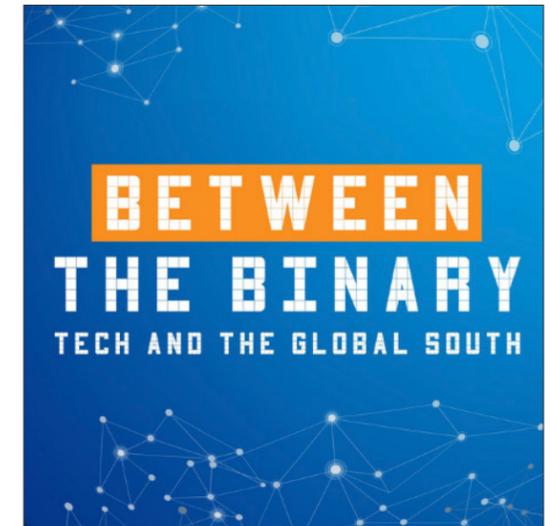
La Fondation Asie Pacifique du Canada continue d'étendre sa présence dans les espaces numériques où l'information est de plus en plus accessible et échangée, en tirant parti de son site Web, de ses nouveaux canaux médiatiques et de ses plateformes sociales pour présenter un contenu informatif et opportun qui ajoute de la valeur à la conversation Canada-Asie tout en approfondissant nos liens avec nos réseaux et nos parties prenantes au sein des gouvernements, des entreprises, des universités, des médias et de la société civile.

En veillant à promouvoir les produits de recherche, les livrables de projets et les activités de la Fondation sur Twitter, Facebook, LinkedIn, Instagram et YouTube, et en sollicitant l'apport stratégique de partenaires, de décideurs et de publics avec affinités dans ces espaces, nous sommes en mesure de faciliter un échange d'informations et d'idées qui enrichit la conversation canadienne au sujet de l'Asie.

Cette année, alors qu'il fallait se préparer à affronter un monde en mutation, une grande partie de cette conversation a porté sur les conséquences des perturbations mondiales causées par la COVID-19 et exploré les voies de la reprise économique et sociale. Les nombreuses leçons tirées des expériences des économies asiatiques ont notamment été traduites pour le Canada et les publics canadiens.

Au cours de l'exercice écoulé, la Fondation a encore amélioré ses contenus numériques diffusés en continu en présentant ses nombreux événements virtuels sous forme de webinaires édités et en produisant des balados exclusifs, notamment *Between the Binary*, une brève série mettant en lumière les priorités, les perspectives et les défis de la technologie dans le Sud, animée par Elina Noor, boursière de recherche John H. McArthur, et *Asia Pacific Conversations*, dans lequel Jeff Nankivell, notre président et chef de la direction, discute de questions et d'idées émergentes avec des leaders d'opinion de toute la région Asie-Pacifique.

Notre approche interactive de la stratégie de marque numérique de la FAP Canada connaît encore plus de succès que l'année dernière. Comme l'illustrent les indicateurs clés de performance fondés sur les données, énumérés ci-dessous, l'année écoulée a vu une augmentation constante du nombre de visiteurs et d'adeptes.



Between the Binary



Asia Pacific Conversations

# Les 10 dépêches les plus consultées

PAGES CONSULTÉES



CONSULTÉE 17 317 FOIS

**Japan's Vaccine Hesitancy Has Implications for COVID Control, and the Summer Olympics**

Diffusion : 20 mai 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 5 293 FOIS

**10 Things to 'Asia Watch' in 2022**

Diffusion : 16 décembre 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 4 477 FOIS

**The G7's B3W Infrastructure Initiative, a Rival to China's BRI**

Diffusion : 5 juillet 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 3 822 FOIS

**Anti-Asian Racism in Canada: Where Do We Go from Here?**

Diffusion : 4 mai 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 3 038 FOIS

**China Goes its Own Way as the World Opens Up, But a Course Correction is in the Cards**

Diffusion : 2 mars 2022

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 3 023 FOIS

**5G Geopolitics and the Philippines: The Huawei Controversy**

Diffusion : 22 décembre 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 2 821 FOIS

**DEPA: The World's First Digital-Only Trade Agreement**

Diffusion : 7 octobre 2021

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 2 707 FOIS

**Places, Parties, and Politicians: A Primer on South Korea's 2022 Presidential Election**

Diffusion : 22 février 2022

[Lire la suite](#)



CONSULTÉE 2 521 FOIS

**China's Demographics and Growth Potential in an Age of Machine Knowledge Capital**

Diffusion : 5 janvier 2022

[Lire la suite](#)



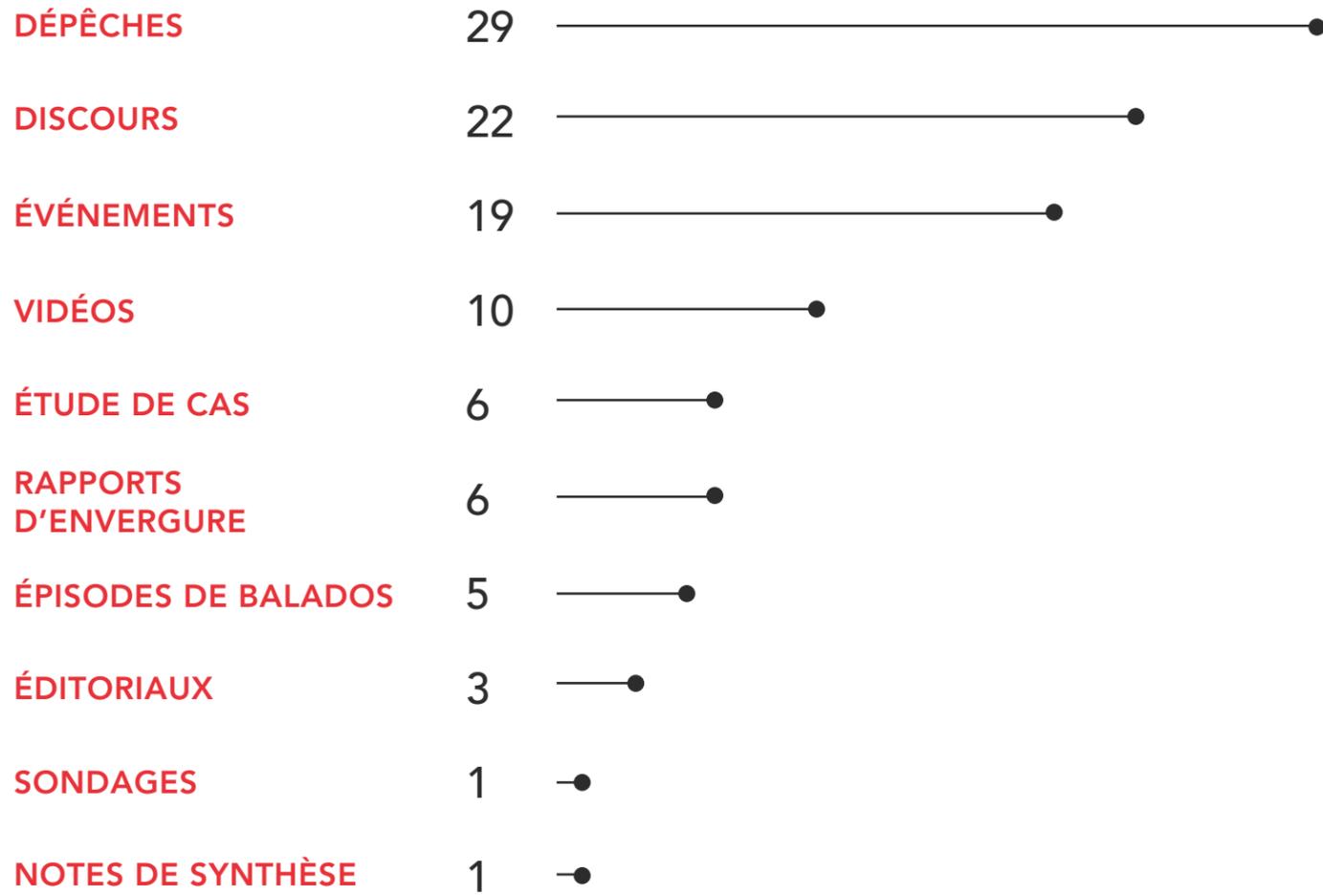
CONSULTÉE 2 296 FOIS

**The Trans Bhutan Trail: A Holistic Approach to Local Development**

Diffusion : 29 octobre 2021

[Lire la suite](#)

# Chiffres saillants



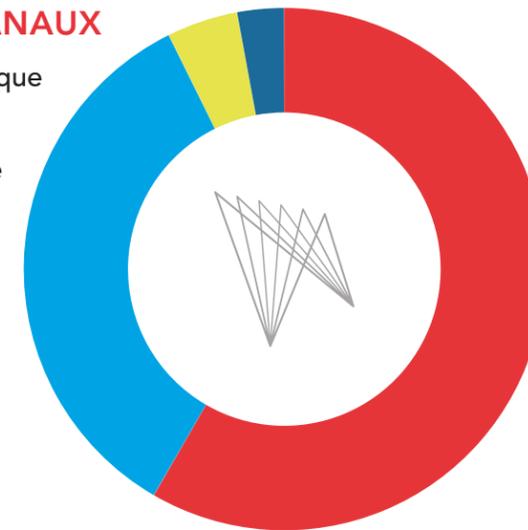
# Présence en ligne et sur les médias sociaux

## PRINCIPAUX PAYS



## PRINCIPAUX CANAUX

- Recherche organique: 58,3 %
- Recherche directe: 34,3 %
- Références: 4,4 %
- Médias sociaux: 2,9 %



## RUBRIQUES WEB LES PLUS POPULAIRES

- Qui nous sommes
- Réseaux
- Éducation
- Événements
- Recherche

## PUBLICATIONS LES PLUS POPULAIRES

- Dépêches
- Asia Watch
- Blogue
- Rapports

## VISITES

244 653 (2021-2022) contre 232 619 (2020-2021)

## PAGES VUES

756 818 (2021-2022) contre 770 689 (2020-2021)

## APPAREILS

Appareils mobiles 35,19 %

## MÉDIAS SOCIAUX



### Facebook

▲ Hausse des abonnés de 4 %

De 3 913 en 2020-2021 à 4 022 en 2021-2022



### Twitter

▲ Hausse des abonnés de 6 %

De 7 795 en 2020-2021 à 8 287 en 2021-2022



### LinkedIn

▲ Hausse des abonnés de 20 %

De 5 470 en 2020-2021 à 6 565 en 2021-2022



### YouTube

▲ Hausse des visionnements de 50 %

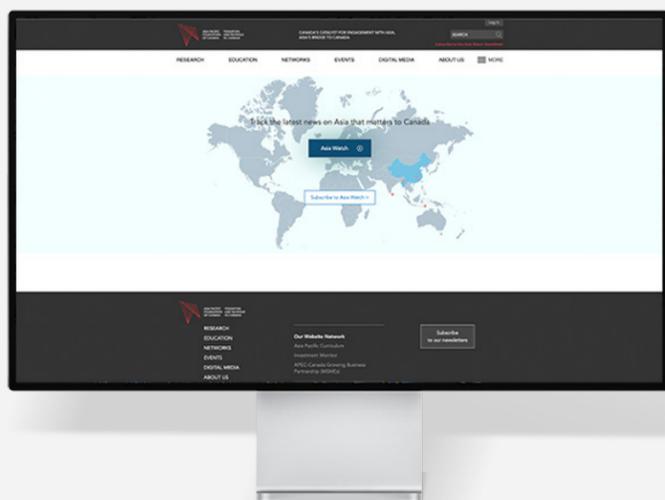
29 700 visionnements à ce jour; de 5 800 visionnements en 2020-2021 à 8 700 visionnements en 2021-2022



### Instagram

▲ Hausse des abonnés de 25 %

De 759 en 2020-2021 à 949 en 2021-2022



### Abonnés

6 885



### Mentions dans les médias

592

# Rapports et notes de synthèse de l'exercice

## SONDAGES



### 1 **Investment Monitor 2021: Report on Post-COVID Recovery and Foreign Direct Investment Between Canada and the Asia Pacific**

Date de publication : 28 avril 2021

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

[En savoir plus](#)

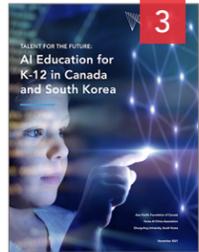


### 2 **Le racisme anti-asiatique au Canada : Qu'allons-nous faire, maintenant**

Date de publication : 4 mai 2021

Auteurs : Sreyoshi Dey, Erin Williams

[En savoir plus](#)



### 3 **Talent for the Future: AI Education for K-12 in Canada and South Korea**

Date de publication : 17 décembre 2021

Auteurs : Fondation Asie Pacifique du Canada, Korea AI Ethics Association, Humanities Research Institute, Université Chung-Ang

[En savoir plus](#)



### 4 **China's Demographics and Growth Potential in an Age of Machine Knowledge Capital**

Date de publication : 5 janvier 2022

Auteur : Dan Ciuriak

[En savoir plus](#)



### 5 **Nurturing the Next-Generation AI Workforce: A Snapshot of AI Education in China's Public Education System**

Date de publication : 7 mars 2022

Auteure : Xiaoting (Maya) Liu

[En savoir plus](#)



### 6 **Transposer les expériences de l'Asie Pacifique sur la COVID-19 pour le Canada**

Date de publication : 8 mars 2022

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

[En savoir plus](#)



### 7 **2021 National Opinion Poll: Canada's Generational Perspectives on Asia**

Date de publication : 7 décembre 2022

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

[En savoir plus](#)

## RAPPORTS DU PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES



### **A Multi-Pronged Approach to Inclusive Growth for MSMEs**

Date de publication : 30 juillet 2021

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

[En savoir plus](#)

## RAPPORTS D'INVESTMENT MONITOR



### **Investment Monitor 2021: Report on Post-COVID Recovery and Foreign Direct Investment Between Canada and the Asia Pacific**

Date de publication : 28 avril 2021

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

[En savoir plus](#)

# Nos sondages d'opinion nationaux

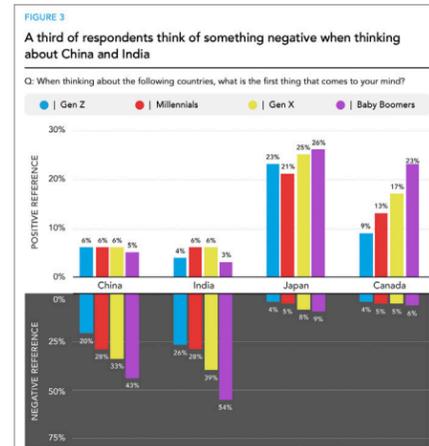
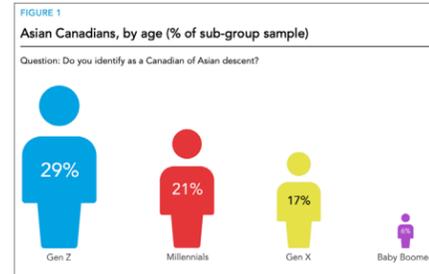
## SONDAGE D'OPINION NATIONAL 2021 : différences intergénérationnelles quant aux perspectives des Canadiens sur l'Asie

Depuis 2004, la Fondation Asie Pacifique du Canada mène régulièrement des sondages d'opinion à l'échelle nationale pour évaluer l'attitude des Canadiens à l'égard des pays de l'Asie Pacifique ainsi que leur perception des relations Canada-Asie. Ces sondages longitudinaux ont permis de dresser un portrait des perspectives des Canadiens sur l'Asie et sur la pertinence croissante de la région pour la prospérité et la sécurité futures du Canada.

Au cours de l'exercice financier écoulé, la FAP Canada a publié son sondage national 2021, sous le thème des [différences intergénérationnelles quant aux perspectives des Canadiens sur l'Asie](#). Dans le cadre de cette thématique, le sondage a tenté de saisir les écarts entre les générations en ce qui concerne la connaissance, la sensibilisation et les perceptions en matière de relations Canada-Asie, et particulièrement les différences d'opinion entre les baby-boomers et les générations X, Y et Z.

Les résultats du sondage ont été révélés dans un rapport publié le 7 décembre 2021, lors d'un webinaire réunissant plus de 110 participants. Le sondage a vite capté l'attention des organes de presse du Canada et du monde entier, qui en ont relayé les conclusions.

D'après notre sondage national 2021, 29 pour cent des jeunes de la génération Z et 21 pour cent des milléniaux (génération Y) s'identifient comme Canadiens d'origine asiatique, un résultat semblable à celui du plus récent recensement. Dans ce contexte, les résultats de notre sondage montrent que la Chine (principal partenaire commercial asiatique du Canada et pays d'origine de la plus vaste diaspora asiatique du Canada) vient vite à l'esprit des Canadiens lorsqu'on leur parle d'Asie. Comparativement aux précédents sondages nationaux, on constate aujourd'hui qu'une part croissante des Canadiens pensent au Japon ou à l'Inde lorsqu'ils envisagent l'Asie, ce qui témoigne d'une meilleure connaissance de la région.



# Les cinq événements les plus populaires

## SELON LE NOMBRE DE PARTICIPANTS



Date : 18 juin 2021

Lieu : Virtuel

Nombre de participants : 691

## Événement des récipiendaires de la Bourse émérite John H. McArthur : « Superpuissances en opposition : Qu'en est-il du reste du monde? »

Conférencières : Zanny Minton Beddoes, rédactrice en chef de *The Economist* et troisième récipiendaire de la Bourse émérite John H. McArthur de la FAP Canada (conférencière principale); Indira V. Samarasekera, *Ph. D.*, O.C. (modératrice).

Lors d'une [conférence captivante](#) donnée le 18 juin 2021, Zanny Minton Beddoes, rédactrice en chef de *The Economist* et troisième récipiendaire de la bourse John H. McArthur de la FAP Canada, a fait valoir que la croissance et la vigueur de l'économie chinoise et l'approche en matière de politique étrangère plus vigoureuse du président Xi Jinping donnent lieu à une lutte de titans entre la Chine et les États-Unis, qui menace de chambouler notre ordre mondial. La Bourse émérite John H. McArthur a été créée en l'honneur de John H. McArthur, professeur en études commerciales de renommée mondiale et ancien président du conseil d'administration de la FAP Canada. Soutenue par la création d'un fonds de 2 millions de dollars, la Bourse émérite John H. McArthur est décernée à un leader accompli du monde des affaires ou de la sphère universitaire qui effectuera des recherches sur des politiques applicables et rehaussera les travaux de la Fondation. Parmi les anciens récipiendaires de la bourse, citons Michael R. Bloomberg (2019) et Fareed Zakaria (2017).

## L'article de presse le plus lu sur les sondages nationaux

TORONTO STAR

### Ce que pensent les Canadiens des immigrants, de la culture et de la technologie asiatiques

« D'après une nouvelle étude de la Fondation Asie Pacifique du Canada, la majorité des Canadiens croient que la technologie, les immigrants, la culture et la croissance économique de l'Asie auront une incidence favorable sur le Canada dans les 10 à 20 prochaines années... »

Par Fabian Dawson,  
le lundi 13 décembre 2021

[Lire la suite](#)



2

## « La nouvelle route de la soie de la Chine et ses répercussions sur la politique étrangère »

Principaux conférenciers : Andrés Bórquez, professeur adjoint et coordonnateur du Programme d'études chinoises de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili; Elina Noor, directrice des Affaires politico-sécuritaires de l'Institut des politiques de l'Asia Society et membre émérite John H. McArthur; Jeffrey Reeves, *Ph. D.*, vice-président, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada.

Dans le cadre de ce quatrième et [dernier webinar conjoint](#) relatif à l'ANASE et aux Amériques organisé avec notre partenaire institutionnel, la Chile Pacific Foundation, les participants ont discuté de la nouvelle « route de la soie » de la Chine et de ses répercussions sur la dynamique politique et sociale de la région indo-pacifique. Mettant l'accent sur les répercussions de l'initiative sur les politiques étrangères du Canada et du Chili, les trois présentateurs ont exploré différents points de vue – celui de l'Occident, qui estime qu'il s'agit d'un vaste programme international de prêts d'investissement pour que la Chine étende son influence et son pouvoir géopolitique, et celui de l'Asie du Sud-Est, qui estime qu'il s'agit d'une précieuse collaboration transformatrice entre la Chine et la région indo-pacifique élargie, surtout dans les pays en solide voie de développement.

Date : 27 septembre 2021

Lieu : Virtuel

Nombre de participants : 196



3

## « L'ANASE et la géopolitique : une approche de compromis vers l'Asie »

Conférenciers : Ambassadeur Jorge Heine, professeur de recherche en relations internationales à l'Université de Boston et ancien ambassadeur du Chili en Chine; Stéphanie Martel, professeure adjointe en études politiques à l'Université Queen's et membre émérite de la Fondation Asie Pacifique du Canada; Jeffrey Reeves, *Ph. D.*, vice-président, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada.

Dans ce [deuxième webinar conjoint](#) sur la région de l'ANASE tenu en partenariat avec la Chile Pacific Foundation, les participants ont discuté de la présence émergente de l'ANASE sur la scène mondiale et des possibilités d'engagement pour le Canada et le Chili. Dans le contexte géopolitique actuel, et compte tenu de la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine, les présentateurs ont exploré le besoin urgent de souligner l'importance d'une approche équilibrée en matière d'affaires régionales ainsi que la nécessité, pour les États du Pacifique, de s'engager les uns envers les autres et de discuter. Selon eux, l'approche de l'ANASE constitue un exemple de « compromis » porteur de leçons pour le Chili et le Canada.

Date : 9 juin 2021

Lieu : Virtuel

Nombre de participants : 169



4

## « Gouvernance internationale pour le commerce numérique : L'avenir du commerce numérique dans les accords de libre-échange pour le Canada, le Chili et l'ANASE »

Conférenciers : Rodrigo Yáñez, vice-ministre du Commerce, Direction générale des relations économiques internationales, Chili; Bart Édes, analyste de politiques, auteur et membre émérite de la Fondation Asie Pacifique du Canada; Jonathan Fried, ambassadeur, retraité et membre émérite de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

Dans [cette troisième table ronde virtuelle](#) avec la Chile Pacific Foundation, les participants ont discuté des occasions d'affaires et de l'effet perturbateur du passage rapide à une économie numérique, alors que les services numériques dépassent désormais le commerce de biens physiques en raison de la capacité de l'Internet à pénétrer les marchés étrangers. Bien que la « révolution numérique » ait lieu à l'échelle mondiale, les participants ont exploré la façon dont les états membres de l'ANASE s'ajustent rapidement aux nouvelles possibilités et à l'évolution des marchés du Canada et du Chili, y compris en influençant l'environnement réglementaire mondial et en multipliant les actifs numériques afin de respecter les nouvelles demandes du marché de la région de l'Asie-Pacifique.

Date : 14 septembre 2021

Lieu : Virtuel

Nombre de participants : 126



5

## « Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie 2021 »

Conférencier principal : Mark Carney, vice-président et responsable de l'ESG et de l'investissement d'impact chez Brookfield Asset Management; ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre; ancien gouverneur de la Banque du Canada.

Le Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC), composé de chefs d'entreprise asiatiques et canadiens qui se rencontrent chaque année depuis 2016 pour la FAP Canada afin de cerner les possibilités d'amélioration des liens d'affaires entre le Canada et l'Asie, a tenu sa [cinquième réunion annuelle](#) en mode virtuel les 7 et 8 avril 2021. Les membres et les invités de l'ABLAC se sont réunis virtuellement pour discuter de plusieurs questions d'actualité liées au thème global de la réunion, « Diversification étendue – Renforcer l'engagement Canada-Asie après la pandémie de COVID-19 ». Ce qu'il faut retenir de la réunion 2021 de l'ABLAC, c'est que l'engagement avec l'Asie est plus important que jamais et qu'il sera essentiel à la relance économique post-COVID du Canada. Les discussions en groupe ont permis d'aborder les possibilités de collaboration numérique avec l'Asie du Sud-Est, les occasions de collaboration liées à l'environnement avec l'Asie du Nord-Est ainsi que les possibilités de commerce et d'investissements avec l'Asie du Sud. Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Canada, a livré un discours-programme aux participants de l'ABLAC. Cet entretien franc fut suivi de discussions informelles animées par l'ambassadeur Dominic Barton, président honoraire de l'ABLAC et ancien ambassadeur du Canada en Chine.

Date : 7-8 avril 2021

Lieu : Virtuel

Nombre de participants : 123

# DANS L'ACTUALITÉ

AVRIL  
2021

NATIONAL•POST

19 AVRIL 2021

***It's time for Canada to embrace democratic, imperiled Taiwan, experts say***

*“There’s more that we could do. We’ve been excessively cautious and deferential to China,” said Hugh Stephens, an Asia Pacific Foundation fellow and former head of Canada’s trade office in Taiwan. “We’ve tended to self-censor more than we really needed to.”*

Présentant Hugh Stephens, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

MAI  
2021

NATIONAL•POST

7 MAI 2021

***Canada, India have a bungled trade past; Could COVID and China finally unite the two?***

*“India has “already gone a long way down the road with the EU,” said Beck, who is now president of the Vancouver-based Asia Pacific Foundation of Canada. “They’ve gone a long way down the road with us. So rekindling the conversation and going back to the table isn’t a difficult exercise, and particularly if they demonstrate some degree of sincerity.”*

Présentant Stewart Beck, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## JUIN 2021

**NATIONAL POST**

**7 JUIN 2021**

**Different rules for lesser mortals; Hockey millionaires can skip the border quarantine**

*“In 2009, the Asia Pacific Foundation of Canada tallied the entire “Canadian diaspora” at roughly 2.8 million people; that would be 3.2 million people today.”*

Présentant la FAP Canada

[Lire la suite](#)

## JUILLET 2021

**iPOLITICS**

**14 JUILLET 2021**

**Determining Canada’s role in the new great game**

*“Democracy, as we understand it in the West, has evolved over the last 400 years, and for many countries in the East, democracy has never been understood or accepted as a legitimate form of government. Is now the time to rethink whether the ‘Western nations’ application of a liberal democracy fits into the global picture, and should we recognize that our Eurocentric view doesn’t match the current landscape?”*

Par Deanna L. Horton et Stewart Beck, membres émérites, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## AOÛT 2021

**Forbes**

**28 AOÛT 2021**

**Two Men In Japan Die After Receiving Moderna Covid-19 Shots From Supply Suspected Of Contamination**

*“In 1994, the government stopped mandating vaccines against common infectious diseases after surprisingly high numbers of meningitis infections in people given the vaccine for measles, mumps and rubella (MMR), according to the Asia Pacific Foundation of Canada.”*

Présentant la FAP Canada

[Lire la suite](#)

## SEPTEMBRE 2021

**The New York Times**

**30 SEPTEMBRE 2021**

**Biden, You Should Be Aware That Your Submarine Deal Has Costs**

*“On the surface, AUKUS provides a way to aid the deployment of advanced military hardware in Asia and draw a clearer line between countries standing with China and those standing against it. But the agreement also reflects the problems of great power competition. It’s not clear whether it will help address the security challenges posed by China — or be worth the costs.”*

Par Van Jackson, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## OCTOBRE 2021

**THE HILL TIMES**

**13 OCTOBRE 2021**

**Analysts question whether China can meet ‘high standard’ to join CPTPP, as Taiwan bid encouraged**

*“Sharon Zhengyang Sun, a distinguished fellow at the Asia Pacific Foundation and trade policy economist at the Canada West Foundation, said Canada could have added benefit through China joining the trade deal as Canada does not have a separate trade pact with Beijing, unlike many other members of the CPTPP.”*

Présentant Sharon Zhengyang Sun, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## NOVEMBRE 2021

**THE DIPLOMAT**

**30 NOVEMBRE 2021**

**An Optimistic Outlook for ASEAN and China: A conversation with a longtime Asian economic trend watcher**

*“[Bart] Edes says that’s not going to happen but extraordinary growth in areas like e-commerce, which is expected to be worth about \$1 trillion by 2030, free trade deals and pacts like the Regional Comprehensive Economic Partnership will act as a stimulus for growth.”*

Présentant Bart Edes, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## DÉCEMBRE 2021

### BIV

3 DÉCEMBRE 2021

#### China remains key to Canada's economic development

*"The contrast between public sentiment and Canada's trading relationship with China is especially strong in B.C. While opinion polls from researchers like the Asia Pacific Foundation of Canada regularly rank B.C. among the provinces most wary of Chinese investment, the province also contributed 24% of Canada's merchandise exports to China in 2020, the most of any province."*

Présentant la FAP Canada

[Lire la suite](#)

## JANVIER 2022

TORONTO STAR

4 JANVIER 2022

#### It's time for a policy reset on Canada-China relations

*"What Canada needs is a clear, coherent and principle-based framework to guide our relations with China, one that is based solidly on our national interests and with the flexibility to differ from actions of the United States or other allies if our interests do not align."*

Par Kevin Lynch, ancien membre du conseil d'administration de la FAP Canada, et Jeffrey Reeves, vice-président, Recherche et stratégie, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## FÉVRIER 2022

### EASTASIAFORUM

6 FÉVRIER 2022

#### Japan slams the borders shut on Omicron

*"The high sensitivity of the Japanese public to COVID-19 — and especially to the government's response — may be related to deeper social changes. Shifting values are leading many Japanese people to question traditional compliance with authority figures and to expect more freedom from traditional group, family, and work structures."*

Par Yves Tiberghien, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

## MARS 2022

### iPOLITICS

22 MARS 2022

#### Digital governance is key to a successful Indo-Pacific strategy

*"As policymakers formulate and execute their respective strategies, they'd be wise to keep in mind Asia's burgeoning digital economy. Asia has much to offer, both from the perspective of North American capabilities and the opportunities that abound in its US\$2.3-billion digital economy."*

Par Deanna Horton, membre émérite, FAP Canada

[Lire la suite](#)

# ÉTATS FINANCIERS

État des résultats

État de la situation  
financière

État des flux de  
trésorerie

## État de la situation financière

AU 31 MARS 2022, AVEC LES INFORMATIONS COMPARATIVES POUR 2021

	2022		2021
<b>Actif</b>			
Actif à court terme			
Trésorerie	1 612 224	\$	1 819 029
Débiteurs	235 140		78 246
Charges payées d'avance	523 255		442 487
Placements	81 696 973		75 352 273
	84 067 592		77 692 035
Immobilisations corporelles	59 554		100 534
Dépôts	37 821		27 634
	84 164 967	\$	77 820 203
<b>Passif et actif net</b>			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	490 501	\$	695 576
Produits reportés	2 651 919		2 458 972
Dépôt de sous-locataire	73 100		-
	3 215 520		3 154 548
Obligation au titre des subventions à payer	461 673		268 482
Incitatifs à la location reportés	4 693		14 079
	3 681 886		3 437 109
Actif net			
Fonds de dotation affecté	50 000 000		50 000 000
Fonds non affecté	30 483 081		24 383 094
	80 483 081		74 383 094
Engagements et garanties			
	84 164 967	\$	77 820 203

Approuvé au nom du conseil,



administrateur



administrateur

# État des résultats

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022, AVEC LES INFORMATIONS COMPARATIVES POUR 2021

	2022	2021
<b>Produits</b>		
Revenu tiré de placements, déduction faite des frais de placements de 448 692 \$ (435 952 \$ en 2021)	1 758 833 \$	1 655 825 \$
Financement public direct	1 495 965	1 298 862
Financement du secteur privé	336 659	164 132
Programmes commandités	77 577	38 064
	3 669 034	3 156 883
<b>Charges d'exploitation (note 9)</b>		
Projets	2 216 815	2 023 123
Programme Kakehashi	405 496	221 022
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	261 923	325 588
Bourse de recherche McArthur	104 336	9 833
Administration	871 348	1 002 814
Communication et information du public	426 767	510 910
Installations et amortissement	352 376	388 350
Subventions	552 630	543 118
Secrétariat	195 011	204 465
Conseil d'administration	135 097	140 443
	5 521 799	5 369 666
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants :	(1 852 765)	(2 212 783)
Gain réalisé sur les placements	4 564 097	2 160 825
Gain non réalisé sur les placements	3 388 655	8 143 701
Excédent des produits par rapport aux charges	6 099 987 \$	8 091 743 \$

# État des flux de trésorerie

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022, AVEC LES INFORMATIONS COMPARATIVES POUR 2021

	2022	2021
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits par rapport aux charges	6 099 987 \$	8 091 743 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	49 402	54 433
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
Gain non réalisé sur les placements	(3 388 655)	(8 143 701)
	2 751 348	(6 911)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(156 894)	107 984
Charges payées d'avance	(80 768)	(316 789)
Dépôts	(10 187)	-
Créditeurs et charges à payer	(205 075)	131 081
Produits reportés	192 947	1 088 803
Dépôt de sous-locataire	73 100	-
Obligation au titre des subventions à payer	193 191	268 482
	2 757 662	1 272 650
Activités d'investissement		
Achat de matériel	(8 422)	(37 050)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(2 956 045)	(662 264)
	(2 964 467)	(699 314)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(206 805)	573 336
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 819 029	1 245 693
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 612 224 \$	1 819 029 \$

# DONATEURS

Liste des donateurs

Le financement des coûts d'exploitation et des bourses de la Fondation Asie Pacifique du Canada est assuré par un fonds de dotation établi par le gouvernement du Canada. Nous tenons aussi à exprimer notre reconnaissance aux personnes, aux sociétés, aux fondations et aux organismes gouvernementaux qui nous ont soutenus dans notre mission de servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada.

Voici la liste des donateurs qui ont contribué à rendre notre recherche et nos activités possibles durant l'exercice 2021-2022. Nous les remercions vivement.

## 100 000 \$ ou plus

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (pluriannuel)

Affaires mondiales Canada (pluriannuel, plusieurs projets)

Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire du Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement (pluriannuel, plusieurs projets)

Gouvernement de la Colombie-Britannique (pluriannuel, plusieurs projets)

Ministère des Affaires extérieures du Japon

Agence de la santé publique du Canada (pluriannuel)

## De 50 000 \$ à 100 000 \$

Air Canada (pluriannuel)

Supergrappe des technologies numériques du Canada

Exportation et développement Canada (pluriannuel, plusieurs projets)

Investir au Canada (plusieurs projets)

## De 10 000 \$ à 49 999 \$

Secrétariat international du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC)

Le Conseil canadien des affaires (pluriannuel)

Caisse de dépôt et placement du Québec (pluriannuel)

Le Fonds de solidarité pour la communauté asiatique

Corporation commerciale canadienne Produits forestiers du Canada ltée (Canfor)

Investissements RPC (pluriannuel)

Deloitte Canada

Ministère de la Défense nationale – programme MINDS

Fiera Corporation

International Academy Research and Training Centre

Mosaic Forest Management

Université Simon Fraser

La Financière Sun Life (pluriannuel)

Teck Resources Limited

## De 100 \$ à 9 999 \$

Toronto Global

Bureau de l'Alberta à Hong Kong

## Moins de 100 \$

Anonyme (par l'intermédiaire de la Vancouver Foundation)

# GOVERNANCE

Conseil d'administration  
Attachés supérieurs de  
recherche distingués

Personnel de la  
Fondation  
Chercheurs boursiers

Membres de  
l'ABLAC 2022

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

(en date du 31 mars 2022, sauf  
indication contraire)

L'hon. Pierre Pettigrew, C.P.,  
LL. D.

Président du conseil  
d'administration, Fondation Asie  
Pacifique du Canada, et conseiller de  
direction, affaires internationales,  
Deloitte Canada

Marie-Lucie Morin

(jusqu'au 24 septembre 2021)

Vice-présidente du conseil  
d'administration, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

Lisa de Wilde

Vice-présidente du conseil  
d'administration, Fondation Asie  
Pacifique du Canada; Professeure Bell  
Média en gestion des médias, École  
de commerce Schulich, Université  
York, et ancienne chef de direction,  
TVO

Jeff Nankivell

Président et chef de la direction,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

Jean Charest

(jusqu'au 20 mai 2021)

Associé, McCarthy Tétrault s.r.l.,  
ancien premier ministre du Québec;  
membre du Conseil privé de la Reine

Kevin Falcon

(jusqu'au 4 février 2021)

Vice-président directeur, Anthem  
Capital Corp.

Brian Gallant

PDG, Espace Canada; ancien député  
et premier ministre, Nouveau-  
Brunswick

Melissa Kennedy

Vice-présidente générale, affaires  
publiques et première directrice des  
affaires juridiques, Financière Sun  
Life

John Knubley

Ancien sous-ministre, Innovation,  
Sciences et Développement  
économique Canada

Christopher Labelle

Cofondateur et chef de l'exploitation,  
Mosaic Manufacturing

Paul Lee

Associé directeur, Vanedge Capital

Kevin Lynch

(jusqu'au 14 novembre 2021)

Vice-président du conseil, BMO  
Groupe financier

John Montalbano

Directeur, Tower Beach Capital Ltd.

Lois Nahirney

Présidente et chef de la direction,  
dnaPower Inc.

Eoin Ó hÓgáin

Associé, Power Sustainable

Sandra Papatello

(jusqu'au 14 novembre 2021)

Présidente, Canadian International  
Avenues Ltd.

Constance Sugiyama

Présidente, ConMark Strategy Inc.

Maili Wong

Vice-présidente directrice,  
gestionnaire de portefeuille  
principale et membre du conseil  
d'administration, Wellington-Altus  
Private Wealth

## ATTACHÉS SUPÉRIEURS DE RECHERCHE DISTINGUÉS

Stewart Beck

Ancien président et chef de la  
direction, Fondation Asie Pacifique  
du Canada

David Byng

Gouverneur et conseiller spécial du  
recteur, Université Royal Roads

Don Campbell

Boursier émérite; conseiller  
stratégique principal, Davis s.e.n.c.r.l.

Dan Ciuriak

Administrateur et directeur  
principal, Ciuriak Consulting Inc.

Bart Édes

Analyste de politique et auteur

Jonathan Fried

Ambassadeur, retraité

Danielle Goldfarb

Directrice de la recherche mondiale,  
Real-time Interactive Worldwide  
Intelligence (RIWI)

Susan Gregson

Fonction publique et service  
extérieur du Canada, retraitée

Deanna Horton (Ph. D.)

Attachée de recherche supérieure,  
École Munk des affaires  
internationales et des politiques  
publiques, Université de Toronto

Van Jackson (Ph. D.)

Professeur de relations  
internationales, Université Victoria  
de Wellington

Stephanie Martel (Ph. D.)

Professeure adjointe en études  
politiques, Université Queen's

Jean Michel Montsion (Ph. D.)

Directeur adjoint, Centre de  
recherche sur l'Asie, Université York

Elina Noor

Directrice, Affaires politico-  
sécuritaires, Institut des politiques  
de l'Asia Society

**Pitman Potter (Ph. D.)**  
Boursier émérite; professeur émérite de droit, École de droit Peter A. Allard, Université de la Colombie-Britannique

**Hugh Stephens**  
Directeur principal, Trans-Pacific Connections

**Rupa Subramanya**  
Chercheuse et auteure

**Sharon Sun**  
Économiste en politique commerciale, Canada West Foundation

**Atsushi Sunami (Ph. D.)**  
Président, Fondation Sasakawa pour la paix

**Yves Tiberghien (Ph. D.)**  
Professeur, directeur émérite, Institut de recherche sur l'Asie, codirecteur, Centre de recherche sur le Japon, Université de la Colombie-Britannique

## PERSONNEL DE LA FONDATION

**Bureau de Vancouver**  
(en date du 31 mars 2022)

**Jeff Nankivell**  
Président et chef de la direction

**Jeffrey Reeves (Ph. D.)**  
Vice-président, Recherche et stratégie

**Charlotte Atkins**  
Spécialiste de projets, Affaires Asie

**Rose Bolderston**  
Gestionnaire de programme, Bourses et propositions

**Lauren Chang**  
Gestionnaire de programme, Commandites

**Sreyoshi Dey (Ph. D.)**  
Gestionnaire de programme, Perspective sur l'Asie

**Chloe Fenemore**  
Graphiste

**Phebe Ferrer**  
Spécialiste principale de recherche, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises

**Scott Harrison**  
Gestionnaire principal de programme, Engagement avec l'Asie

**Annie Hu**  
Directrice de la comptabilité et propositions

**Justin Kwan**  
Gestionnaire principal de programme, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises

**Charles Labrecque**  
Directeur, Recherche

**Stephanie Lee**  
Gestionnaire de programme, Réseaux et partenariats

**Gloria Liu**  
Spécialiste de projet, Perspective Asie

**Maya Liu**  
Chef de projet, Analyse des risques

**Aloka McLean**  
Secrétaire du conseil d'administration et agente de liaison pour les relations avec les gouvernements, bureau du PDG

**Mandy Ng**  
Coordonnatrice administrative et des événements

**Suryo Nugroho**

Chef de projet, Formation en entreprise

**Grace Pacio**  
Directrice des ressources humaines et de bureau

**Stephanie Perrin**  
Spécialiste, Égalité de genre et inclusion sociale, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises

**Camille Point**  
Spécialiste des communications et des médias sociaux

**Michael Roberts**  
Directeur, Communications

**Daniela Rodriguez**  
Chef de projet, Asie numérique

**Yuko Uchida**  
Adjointe exécutive au vice-président, Recherche et stratégie

**Anastasia Ufimtseva**  
Gestionnaire de programme, Affaires Asie

**Nathan Wessel**  
Gestionnaire de programme, Asie numérique

**Angela Wang**  
Adjointe de recherche



## MEMBRES DE L'ABLAC 2022

### Canada

**Goldy Hyder**  
Président de l'ABLAC 2022; président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires

**Dominic Barton**  
Président honoraire de l'ABLAC; ancien ambassadeur

**Murad Al-Katib**  
Président et chef de la direction, AGT Food and Ingredients Inc.

**Stewart Beck**  
Ancien président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada

**Dean Connor**  
Président et chef de la direction, Financière Sun Life (jusqu'en août 2021)

**Neil Cunningham**  
Président et chef de la direction, Investissements PSP

**Janet De Silva**  
Présidente et chef de la direction, Toronto Region Board of Trade

**Janice Fukakusa**  
Chancelière, Université métropolitaine de Toronto (anciennement Université Ryerson)

**Gordon Fyfe**  
Chef de la direction et directeur du placement, British Columbia Investment Management Corporation (BCIMC)

**Tim Gitzel**  
Président et chef de la direction, Cameco Corp.

**Martha Hall Findlay**  
Chef du climat, Suncor

**Suyi Kim**  
Directrice générale principale et chef, Asie-Pacifique, Investissements RPC

**Kathy Kinloch**  
Présidente, Institut de technologie de la Colombie-Britannique (BCIT)

**Mairead Lavery**  
Présidente et chef de direction, Exportation et développement Canada

**Don Lindsay**  
Président du conseil et chef de la direction, Teck Resources Ltd.

**Mark Machin**  
Ancien président et chef de la direction, Investissements PSP

**Jeff Nankivell**  
Président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada

**Sue Paish**  
PDG, Supergrappe des technologies numériques

**Susannah Pierce**  
Directrice générale et présidente pour le Canada, Shell Canada

**Michael Rolland**  
Président et chef des opérations, Asie-Pacifique, OMERS

**Ian Smith**  
Chef de la direction, Clearwater Fine Food Inc.

**Kevin Strain**  
Président et chef de la direction, Financière Sun Life

**Mark Wiseman**  
Gestionnaire des investissements mondiaux et conseiller principal, Hillhouse Capital

### ASIE

**Hafimi Abdul Haadi**  
Vice-présidente de l'ABLAC 2022; directrice générale, LVK Group of Companies (Brunéi Darussalam)

**Songyee Yoon (Ph. D.)**  
Présidente de l'ABLAC 2021; présidente, NCSOFT (Corée du Sud)

**Muhamad Chatib Basri**  
Cofondateur et associé principal, Institut de recherche CReco (Indonésie)

**Hari Bhartia**  
Fondateur et coprésident du conseil d'administration, Jubilant Bhartia Group (Inde)

**Erin Williams**  
Gestionnaire principale de programme, Compétences et savoir-faire

**Mary Zhong**  
Adjointe de comptabilité

**Bureau de Vancouver**  
(exercice financier 2021-2022)

**Mari Abe**  
Adjointe de direction

**Olivia Adams**  
Spécialiste de projet

**Stewart Beck**  
Président et chef de la direction

**Jenny Benoy**  
Chercheuse, Commerce international

**James Curtis**  
Graphiste

**Kathryn Forbes**  
Spécialiste de l'information et gestionnaire de sites Web

**Karina Kwok**  
Spécialiste des médias sociaux et des communications

**Isaac Lo**  
Spécialiste de projets, Affaires Asie

**Julia Nguyen**  
Coordonnatrice de projet, Compétences et savoir-faire

**Ly Nguyen**  
Chercheuse, Projet sur l'Agence de la santé publique du Canada

**Candice Ruck**  
Chercheuse principale, Projet sur l'Agence de la santé publique du Canada

**Shivangi Singh**  
Spécialiste en recherche

**Pauline Stern**  
Gestionnaire principale de programme, Affaires Asie

**Christine Stoddard**  
Directrice, Développement des affaires

**Streisanne Suter**  
Chercheuse, Commerce international

**Bureau du centre du Canada**  
(en date du 31 mars 2022)

**Christine Nakamura**  
Vice-présidente, Bureau du centre du Canada

**Jordan Dupuis**  
Gestionnaire de programme

**Sian Jones**  
Gestionnaire de programme, Projet Kakehashi

**Nanako Kaneto**  
Administratrice de bureau

**Andrew Lee**  
Gestionnaire principal de programme, Stratégie de croissance pour la diversité et l'inclusion pour les femmes entrepreneures

**Nathan Stewart**  
Chercheur, SIG et géographie économique

**Bureau du centre du Canada**  
(exercice financier 2021-2022)

**Nadine Oliver**  
Spécialiste de projet

## CHERCHEURS BOURSIERS

**Bourses de recherche postuniversitaire**

Olivia Adams

Jeff Allen

Natasha Fox

Jamie Leung

Hugo Roy

**Bourses d'apprenti chercheur**

Charlotte Atkins

Sofia Cuyegkeng

Rachael Gurney

Quinton Huang

Silvia Rozario

Vijai Singh

Alex Tabascio

Rachelle Taheri

Menlu Tian

Shirley Wang

Ingrid Wong

Vivienne Zhang

Amy Zhou

**John Cheh**  
Ancien vice-président du conseil et chef de la direction, Esquel Group (Hong Kong)

**Shirley Crystal Chua**  
Fondatrice et chef de la direction du groupe, Golden Equator (Singapour)

**Tae Young (Ted) Chung**  
Vice-président et chef de la direction, Hyundai Card, capital et commercial (Corée)

**Tim Dattels**  
Associé, TPG et président, TPG Asia (Hong Kong)

**Joseph Fung**  
Associé directeur, Saltagen Ventures (Hong Kong)

**N Ganapathy Subramaniam**  
Chef de l'exploitation et directeur général, Tata Consultancy Services (Inde)

**Tatsuji Hidaka**  
Président et chef de la direction, Mitsui & Co. (Canada) (Japon)

**Doris Ho**  
Présidente et chef de la direction, Magsaysay Group of Companies (Philippines)

**Lan Kang**  
Directrice générale, CBC Group (Chine)

**Michael ByungJu Kim**  
Fondateur et associé, MBK Partners (Corée du Sud)

**Kenny Lam**  
Chef de la direction, Two Sigma Asia Pacific (Chine)

**Winston Leong**  
Fontana Enterprises Ltd. (Hong Kong)

**Shan Li**  
Président du conseil d'administration et chef de la direction, Silk Road Financing Corporation (Chine)

**Catherine Livingstone AO**  
Présidente du conseil d'administration, Commonwealth Bank of Australia (Australie)

**Veronica Lukito**  
Chef de la direction et associée directrice, Ancora Capital Management (Indonésie)

**Anand Mahindra**  
Président du conseil et directeur général, Mahindra Group (Inde)

**Kaori (Mick) Namiki**  
Président et chef de la direction, Mitsubishi Canada Ltd. (Japon)

**Cong Phan (Ph. D.)**  
Président du conseil d'administration, UniBrands (Vietnam)

**Shunichi Shibamura**  
Fonctionnaire supérieur de la direction, SIGMAXYZ (Japon)

**Chin Hwee Tan**  
Chef de la direction Asie-Pacifique, Trafigura (Singapour)

**Yukako Uchinaga**  
Présidente du conseil, Japan Women's Innovative Network, présidente et chef de la direction, Institut de recherche sur la mondialisation (Japon)

**Diane Wang**  
Fondatrice et chef de la direction, DHgate.com (Chine)

**Jennifer Westacott AO**  
Chef de la direction, Business Council of Australia (Australie)

# ANNEXES FINANCIÈRES

Rapport des auditeurs  
indépendants

États financiers

Énoncé des politiques  
et des procédures de  
placement



KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
B.P. 10426 777, rue Dunsmuir  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3  
Canada  
Téléphone 604-691-3000  
Télécopieur 604-691-3031

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Fondation Asie Pacifique du Canada (« la Fondation »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2022;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de la Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie.  
KPMG Canada fournit des services à KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Fondation ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Fondation.

### **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Fondation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada  
Le 5 juillet 2022

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État de la situation financière

Au 31 mars 2022, avec les informations comparatives pour 2021

	2022	2021
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 612 224 \$	1 819 029 \$
Débiteurs	235 140	78 246
Charges payées d'avance	523 255	442 487
Placements [note 3 a)]	81 696 973	75 352 273
	84 067 592	77 692 035
Immobilisations corporelles (note 4)	59 554	100 534
Dépôts	37 821	27 634
	84 164 967 \$	77 820 203 \$
<b>Passif et actif net</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	490 501 \$	695 576 \$
Produits reportés (note 5)	2 651 919	2 458 972
Dépôt de sous-locataire	73 100	-
	3 215 520	3 154 548
Obligation au titre des subventions à payer [note 7 c) i)]	461 673	268 482
Incitatifs à la location reportés	4 693	14 079
	3 681 886	3 437 109
Actif net		
Fonds de dotation affecté [notes 1 et 7 c)]	50 000 000	50 000 000
Fonds non affecté	30 483 081	24 383 094
	80 483 081	74 383 094
Engagements et garanties (note 7)		
	84 164 967 \$	77 820 203 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil,

 , administrateur

 , administrateur

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2022, avec les informations comparatives pour 2021

	2022	2021
<b>Produits</b>		
Revenu tiré de placements, déduction faite des frais de placements de 448 692 \$ (435 952 \$ en 2021) [note 3 b)]	1 758 833 \$	1 655 825 \$
Financement public direct	1 495 965	1 298 862
Financement du secteur privé	336 659	164 132
Programmes commandités	77 577	38 064
	3 669 034	3 156 883
<b>Charges d'exploitation (note 9)</b>		
Projets	2 216 815	2 023 123
Programme Kakehashi	405 496	221 022
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	261 923	325 588
Bourse de recherche McArthur	104 336	9 833
Administration	871 348	1 002 814
Communication et information du public	426 767	510 910
Installations et amortissement	352 376	388 350
Subventions	552 630	543 118
Secrétariat	195 011	204 465
Conseil d'administration	135 097	140 443
	5 521 799	5 369 666
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants :	(1 852 765)	(2 212 783)
Gain réalisé sur les placements	4 564 097	2 160 825
Gain non réalisé sur les placements	3 388 655	8 143 701
<b>Excédent des produits par rapport aux charges</b>	<b>6 099 987 \$</b>	<b>8 091 743 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2022, avec les informations comparatives pour 2021

	Fonds de dotation affecté	Fonds non affectés	Total
Solde au 31 mars 2020	50 000 000 \$	16 291 351 \$	66 291 351 \$
Excédent des produits par rapport aux charges	–	8 091 743	8 091 743
Solde au 31 mars 2021	50 000 000	24 383 094	74 383 094
Excédent des produits par rapport aux charges	–	6 099 987	6 099 987
Solde au 31 mars 2022	50 000 000 \$	30 483 081 \$	80 483 081 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2022, avec les informations comparatives pour 2021

	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits par rapport aux charges	6 099 987 \$	8 091 743 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	49 402	54 433
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
Gain non réalisé sur les placements	(3 388 655)	(8 143 701)
	2 751 348	(6 911)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(156 894)	107 984
Charges payées d'avance	(80 768)	(316 789)
Dépôts	(10 187)	–
Créditeurs et charges à payer	(205 075)	131 081
Produits reportés	192 947	1 088 803
Dépôt de sous-locataire	73 100	–
Obligation au titre des subventions à payer	193 191	268 482
	2 757 662	1 272 650
Activités d'investissement		
Achat de matériel	(8 422)	(37 050)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(2 956 045)	(662 264)
	(2 964 467)	(699 314)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(206 805)	573 336
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 819 029	1 245 693
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 612 224 \$	1 819 029 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

# FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

## 1. Nature des activités

La Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation ») est un organisme sans but lucratif consacré aux relations du Canada avec l'Asie et elle a été créée en 1984 par une loi du Parlement. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La Fondation a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, son action étant orientée sur huit champs d'activité particuliers, à savoir le commerce et l'investissement, les enquêtes et les sondages, la sécurité régionale, le numérique, les réseaux nationaux, le développement durable, le développement des compétences des Canadiens, notamment les jeunes, en ce qui a trait à l'Asie et l'amélioration de la compréhension globale des Canadiens de l'Asie et de son influence mondiale grandissante. Son financement annuel provient du revenu tiré d'un fonds de dotation de 50 millions de dollars créé par le gouvernement fédéral en novembre 2005 et d'autres sources. Le montant en capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars sera maintenu en permanence.

La Fondation est enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre d'organisme de bienfaisance et elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était devenue une pandémie. Les gouvernements du monde entier, y compris les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, ont ainsi adopté des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. La pandémie de COVID-19 continue de créer de l'incertitude en ce qui a trait aux grands rassemblements en personne, et cette incertitude a une incidence sur les produits et les charges présentés. La Fondation continue de suivre de près l'incidence sur ses états financiers et ses activités poursuivies.

## 2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, aux termes de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes.

### a) Comptabilisation des produits

- i) La Fondation applique la méthode du report pour la comptabilisation du financement public, du financement du secteur privé et des commandites. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits dans la période au cours de laquelle ils sont reçus. Les apports affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont dépensés pour la fin à laquelle ils ont été affectés.

Les fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré et au cours du même exercice où les charges connexes sont comptabilisées.

Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

# FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### a) Comptabilisation des produits (suite)

- ii) Le revenu tiré de placements est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice et il est comptabilisé lorsqu'il est gagné, sauf en ce qui concerne le revenu tiré de placements propres au fonds qui pourvoit la bourse de recherche McArthur (notes 3 et 5), lequel est affecté et reporté à titre de composant du fonds jusqu'à ce qu'il soit employé.

### b) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Les instruments dérivés autonomes qui ne sont pas désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture admissible et les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût ou au coût après amortissement, sauf si la direction a choisi de comptabiliser les instruments à la juste valeur. La Fondation a décidé de comptabiliser ses placements à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement font l'objet d'un test de dépréciation tous les ans à la clôture de l'exercice s'il existe des indications de dépréciation. S'il existe une indication de dépréciation, la Fondation détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au titre de l'actif financier. S'il y a eu un changement défavorable important dans les flux de trésorerie attendus, la Fondation ramène la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que la Fondation s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Si des faits et circonstances s'inversent au cours d'une période ultérieure, une moins-value doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, la valeur comptable ne devant pas être supérieure à la valeur comptable initiale.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

#### c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés aux résultats. L'amortissement est effectué selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile estimative de l'immobilisation selon les barèmes suivants.

Matériel informatique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	De 4 à 6 ans
Améliorations locatives	Sur la durée de vie utile ou la durée du contrat de location, selon la moins longue des deux

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus aux activités de prestation de services de la Fondation, sa valeur comptable est ramenée à sa juste valeur ou à sa valeur de remplacement.

#### d) Incitatifs à la location reportés

Les incitatifs à la location reportés se composent des fonds d'incitatifs à la location reçus des propriétaires. Ces incitatifs sont amortis sur la durée du bail, à titre de diminution des charges locatives.

#### e) Subventions

En vertu des exigences liées au fonds de dotation affecté, la Fondation s'engage à fournir du financement lié à divers projets de recherche en matière de diffusion d'information dans la région de l'Asie-Pacifique. Ces engagements sont inscrits en tant que passif au début de la période d'octroi des subventions. Toute insuffisance au titre des subventions réelles effectuées à partir de 25 % de l'obligation relative au financement des subventions annuelles [note 7 c)] est inscrite à titre de produits à recevoir pour l'exercice au cours duquel l'obligation se rapporte.

#### f) Ventilation des charges

La Fondation engage certains frais généraux qui sont communs à l'administration de la Fondation ainsi qu'à chacun de ses programmes. La Fondation ventile ses frais généraux en déterminant la meilleure méthode pour répartir chacune des composantes des frais et elle applique ensuite cette méthode systématiquement d'un exercice à l'autre (se reporter à la note 9).

Les frais généraux se rapportent aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration. Les frais sont affectés aux ressources humaines et aux technologies de l'information en fonction du temps accordé aux programmes. Les frais sont affectés aux finances et à l'administration en fonction de l'utilisation et des coûts réels.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

#### g) Avantages sociaux futurs

La Fondation offre un régime à cotisations définies en vertu duquel elle verse des cotisations égales à celles du participant dans le REER collectif, jusqu'à concurrence de 5 % du salaire brut. Les cotisations au régime sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Au cours de l'exercice 2022, la Fondation a engagé des charges liées aux cotisations se chiffrant à 95 243 \$ (95 367 \$ en 2021).

#### h) Apports sous forme de services et de biens

La Fondation peut recevoir des apports sous forme de services, y compris des services fournis par les membres de l'équipe de gouvernance, les commanditaires ou les bénévoles chaque année. En raison de la difficulté que pose la détermination de la juste valeur des apports sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Les apports sous forme de biens sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport lorsque la juste valeur peut être déterminée et que les biens offerts auraient de toute façon été achetés.

#### i) Conversion de devises

Les éléments monétaires libellés en devises sont ajustés à la date de l'état de la situation financière pour refléter le cours de change en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires sont convertis selon le cours de change qui était en vigueur au moment où les actifs ont été acquis ou les obligations, engagées. Les produits et les charges sont convertis selon le cours de change moyen du mois au cours duquel ils sont engagés. Les profits et pertes de change sont pris en compte lors de la détermination de l'excédent des produits par rapport aux charges pour la période.

#### j) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Les éléments qui doivent faire l'objet d'estimations de la part de la direction comprennent la juste valeur des placements ainsi que les provisions pour éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 3. Placements et revenu tiré de placements, montant net

a) Placements, à la juste valeur

Les placements aux 31 mars se composent des portefeuilles suivants.

	2022	2021
Portefeuille du fonds de dotation <i>i)</i>	80 391 893 \$	74 182 198 \$
Portefeuille de la bourse de recherche McArthur <i>ii)</i>	1 305 080	1 170 075
	81 696 973 \$	75 352 273 \$

*i)* Le portefeuille du fonds de dotation comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2022	2021
Fonds Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'hypothèques	3 467 384 \$	3 511 198 \$
Fonds d'hypothèques et d'obligations à court terme	1 406 012	1 448 463
Fonds du marché monétaire canadien	78 071	1 632 272
Fonds d'actions mondiales à faible volatilité QUBE RBC	10 301 624	9 564 530
	15 253 091	16 156 463
Fonds de la Corporation Fiera Capital		
Placements à court terme	2 234 354	5 491
Fonds d'actions canadiennes	21 665 155	20 256 585
Fonds d'actions internationales	18 460 526	16 767 902
	42 360 035	37 029 978
Romspen Investment Corporation		
Fonds de placements hypothécaires	7 780 434	7 219 754
Fonds d'Axium Infrastructure	7 664 000	7 145 167
Fondation de Vancouver		
Fonds de la Fondation Asie Pacifique du Canada	12 068	11 903
CBRE GIP Global Alpha Fund		
CBRE GIP Global Alpha Fund – Parts croissantes	3 734 380	3 310 794
CBRE GIP Global Alpha Fund – Parts de distribution	3 579 532	3 281 491
	7 313 912	6 592 285
VPC	8 353	26 648
	80 391 893 \$	74 182 198 \$

9

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 3. Placements et revenu tiré de placements, montant net (suite)

a) Placements (suite)

*ii)* Le portefeuille de la bourse de recherche McArthur comprend les placements du fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5). Il comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2022	2021
Fiera Capital Corporation – Fonds équilibré de DFF	1 305 080 \$	1 170 075 \$

b) Revenu net tiré de placements

Le revenu tiré de placements se compose des éléments suivants.

	2022	2021
Revenu et distributions de fonds propres	1 578 396 \$	1 291 705 \$
Dividende	482 388	635 116
Intérêts	146 741	164 956
	2 207 525	2 091 777
Moins : les honoraires de gestion des placements et les honoraires du dépositaire	(448 692)	(435 952)
	1 758 833 \$	1 655 825 \$

Le revenu reçu, déduction faite des frais engagés relativement au portefeuille de placements de la bourse de recherche McArthur, est reporté et est comptabilisé dans le fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5).

### 4. Immobilisations corporelles

2022	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel informatique	133 200 \$	112 846 \$	20 354 \$
Mobilier et matériel de bureau	267 883	240 350	27 533
Améliorations locatives	114 601	102 934	11 667
	515 684 \$	456 130 \$	59 554 \$

10

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 4. Immobilisations corporelles (suite)

2021	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel informatique	133 199 \$	95 691 \$	37 508 \$
Mobilier et matériel de bureau	259 462	219 413	40 049
Améliorations locatives	114 601	91 624	22 977
	507 262 \$	406 728 \$	100 534 \$

### 5. Produits reportés

	Bourse de recherche McArthur	Programme Kakehashi	Autres programmes	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 212 752 \$	666 348 \$	579 872 \$	2 458 972 \$
Fonds reçus	56 222	570 115	1 152 262	1 778 599
Fonds à recevoir	123 267	–	48 702	171 969
Revenu tiré de placements gagné	49 851	–	–	49 851
Variation de la juste valeur des placements	85 138	–	–	85 138
Produits constatés	(104 336)	(414 206)	(1 374 068)	(1 892 610)
Solde à la clôture de l'exercice	1 422 894 \$	822 257 \$	406 768 \$	2 651 919 \$

Au 31 mars 2022, une tranche de 1 305 080 \$ (1 170 075 \$ en 2021) [note 3 a) ii)] des fonds reportés du programme de la bourse de recherche McArthur était détenue dans des placements et la tranche résiduelle de 117 814 \$ était détenue dans les débiteurs (en trésorerie de 42 677 \$ en 2021).

Au 31 mars 2022, les fonds du programme Kakehashi, lesquels étaient non déboursés et reportés, se chiffraient à 822 257 \$ (666 348 \$ en 2021). Le ministère des Affaires étrangères du Japon (le « Ministère ») a confirmé la poursuite du programme au prochain exercice et a déjà déboursé des fonds additionnels à cette fin. La Fondation attend la confirmation du Ministère concernant le report des fonds inutilisés à l'exercice 2023.

Au cours de 2022, la Fondation a facturé des frais administratifs de 8 710 \$ (5 647 \$ en 2021) au programme Kakehashi, suivant les dispositions prévues par l'entente relative au programme. Ces montants sont inclus dans les produits présentés à l'état des résultats.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 6. Apports sous forme de biens

Au cours des exercices clos les 31 mars 2021 et 31 mars 2022, la Fondation n'a reçu aucun apport sous forme de biens de la part de commanditaires qui serait inclus dans les produits à l'état des résultats.

### 7. Engagements et garanties

a) Au 31 mars 2022, la Fondation avait trois contrats de location-exploitation liés à ses bureaux, soit deux contrats de location à Vancouver qui viennent à échéance en janvier 2027 et en novembre 2031 et un contrat de location à Toronto qui vient à échéance en mai 2027. Les paiements minimaux futurs au cours des cinq prochaines années se présentent comme suit.

2023	301 156 \$
2024	303 319
2025	304 936
2026	307 099
2027	282 589
Par la suite	553 339
	2 052 438 \$

Le contrat de location de Vancouver qui vient à échéance en janvier 2027 prévoit un paiement mensuel minimum de 13 188 \$ et fait l'objet d'une sous-location au même taux de 13 188 \$ par mois. Le contrat de sous-location vient également à échéance en janvier 2027.

b) La Fondation garantit actuellement des cartes de crédit servant à payer les frais de déplacement de ses salariés pour un montant maximal de 141 500 \$ (150 000 \$ en 2021).

c) En vertu de l'entente liée au fonds de dotation, la Fondation s'est engagée :

i) à utiliser au cours de tout exercice une tranche minimale de 25 % du revenu tiré du fonds de dotation déclaré dans l'état des résultats du deuxième exercice antérieur pour financer son programme de subventions. Le revenu du Fonds comprend les intérêts sur les placements, les dividendes et les autres revenus semblables, moins les frais de gestion facturés. Les gains ou les pertes réalisés sur les cessions ou les rachats de placements ainsi que les distributions de gains en capital sont exclus du calcul du revenu du fonds qui sera utilisé pour déterminer les subventions.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, l'obligation relative au financement des subventions s'élevait à 547 999 \$ (605 046 \$ en 2021). Ce montant, en plus des insuffisances du financement des subventions de 268 482 \$ (déduction faite de l'excédent de l'exercice précédent de 69 662 \$ en 2021), a donné lieu à une obligation nette de 816 481 \$ (535 384 \$ en 2021). Le total des subventions accordées pour l'exercice s'est chiffré à 354 808 \$ (266 902 \$ en 2021) et un montant de 461 673 \$ a été inscrit comme produits à recevoir au titre de l'obligation résiduelle à la clôture de l'exercice (268 482 \$ en 2021).

ii) à conserver le capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars à long terme.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 8. Risques financiers

#### a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Fondation subisse une perte financière si ses contreparties débitrices à l'égard d'un instrument financier omettaient de respecter ou d'honorer leurs obligations envers la Fondation. Au 31 mars 2022, la Fondation est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de la trésorerie, des débiteurs, des placements et des dépôts.

La Fondation gère le risque de crédit en traitant avec des banques et des gestionnaires de placement de bonne réputation en ce qui concerne l'investissement dans des instruments, conformément à sa politique d'investissement. L'exposition au risque de crédit découlant des débiteurs est atténuée, car les sommes sont dues par différents débiteurs solvables.

#### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la Fondation s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours de suffisamment de fonds pour remplir ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction effectue régulièrement des prévisions à l'égard des flux de trésorerie afin d'assurer que la Fondation dispose de suffisamment de fonds sur demande pour couvrir les charges opérationnelles prévues et pour s'acquitter de ses obligations en ce qui a trait aux subventions qu'elle s'est engagée à accorder, et ce, pour une année.

#### c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison de variations des cours de marché. Le risque de marché regroupe le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement. Ce risque est géré grâce à des placements dans des portefeuilles diversifiés, conformément à la politique d'investissement de la Fondation approuvée par le conseil d'administration, et à la surveillance de la capitalisation boursière et de la liquidité de chaque titre.

#### i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt. Les placements de la Fondation qui sont sous forme d'obligations, de fonds d'hypothèques et de fonds de marchés monétaires sont exposés au risque de taux d'intérêt.

## FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2022

### 8. Risques financiers (suite)

#### c) Risque de marché (suite)

##### ii) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours de change. La Fondation effectue des transactions en devises dans le cadre de son mandat. Les fluctuations des cours de change présentent le risque que l'excédent des produits par rapport aux charges et les flux de trésorerie soit touché de façon défavorable.

La Fondation ne conclut pas de contrats de change pour gérer l'incidence du risque de change.

##### iii) Autres risques de prix

L'exposition de la Fondation aux autres risques de prix est essentiellement attribuable aux fluctuations des cours de marché des placements cotés. L'exposition aux variations des cours est gérée en surveillant l'évolution de la conjoncture, laquelle pourrait avoir une incidence sur les cours de marché ou sur les facteurs qui influent sur la valeur de ces placements.

Aucun changement important n'a été apporté à l'exposition de la Fondation aux risques financiers susmentionnés par rapport à l'exercice précédent.

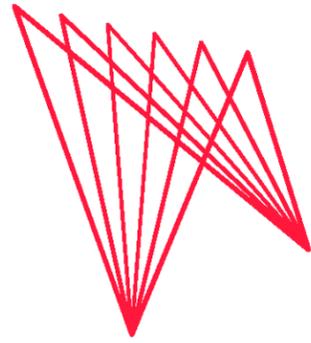
### 9. Ventilation des charges

Les charges liées aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration ont été affectées à différents programmes de la manière suivante.

	2022	2021
Projets	1 916 139 \$	1 655 116 \$
Programme Kakehashi	103 005	88 928
Communication et information du public	337 765	394 676
Programme de subventions	4 632	6 896
Secrétariat	100 548	101 295
Conseil d'administration	95 192	90 995
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	157 762	225 488
Bourse de recherche McArthur	384	600
	2 715 427 \$	2 563 994 \$

### 10. Informations comparatives

Certaines informations comparatives ont été reclassées de façon à ce qu'elles soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice considéré. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur l'excédent des produits par rapport aux charges présenté à l'exercice précédent.



**ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA**      **FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA**

**ÉNONCÉ DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE  
PLACEMENT**

**pour la**

**FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA**

**Approuvé le : 25 juillet 2019**

**Table des matières**

Section I –	Introduction	1
Section II –	Vue d’ensemble du Fonds	2
Section III –	Gouvernance et administration	3
Section IV –	Rôles et responsabilités	5
Section V –	Classes d’actifs admissibles à des fins de placement	7
Section VI –	Objectifs des placements et facteurs de risque	10
Section VII –	Lignes directrices en matière de répartition d’actifs	12
Section VIII –	Diversification du portefeuille et restrictions	14
Section IX –	Prêts et emprunts	18
Section X –	Évaluation des placements	19
Section XI –	Conflits d’intérêts	20
Section XII –	Droits de vote	21
Section XIII –	Surveillance	22
Section XIV –	Examen des politiques	24
Section XV –	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance	25

## Section I – Introduction

- 1.1 Le présent document constitue l'énoncé des politiques et des procédures de placement (la « Politique ») applicable aux actifs détenus en vertu du Fonds (le « Fonds ») de la Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation »).
- 1.2 Cette Politique vise à énoncer les principes, les lignes directrices et les procédures de surveillance relativement aux placements, en fonction des besoins et des objectifs du Fonds.
- 1.3 Tous les Gestionnaires, agents et conseillers qui fournissent des services dans le cadre du placement des actifs du Fonds doivent accepter et respecter cette Politique.
- 1.4 Cette Politique pourrait être modifiée en tout temps par le Comité.

## Section II – Vue d'ensemble du Fonds

- 2.1 Le Fonds a été mis sur pied grâce à une subvention accordée par le gouvernement du Canada. Il vise notamment à fournir une source de financement stable afin d'assurer le bon fonctionnement de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

### Section III – Gouvernance et administration

- 3.1 Le financement du Fonds est assuré par une subvention conditionnelle de 50 millions \$ accordée par le gouvernement du Canada le 22 décembre 2005. La Fondation fera appel à cette subvention conditionnelle uniquement dans le but de financer le Fonds. Aucun changement important ne sera apporté aux objectifs, à l'utilisation, ni à la Politique du Fonds sans l'approbation écrite préalable du ministre des Affaires étrangères.
- 3.2 Il incombe au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique (le « Conseil ») de veiller à ce que le Fonds soit investi et géré conformément au principe de prudence.
- 3.3 Le Conseil est l'administrateur du Fonds et est responsable de tous les aspects du fonctionnement du Fonds.
- 3.4 Pour l'aider à s'acquitter de ses obligations, le Conseil a établi une structure de gouvernance et a délégué au Comité des placements (le « Comité ») la responsabilité de procéder aux activités de placement du Fonds. Le Comité sera composé d'au moins trois administrateurs qui ne sont ni des représentants ni des employés de la Fondation. Les membres du Comité doivent posséder des connaissances financières et, ensemble, avoir une vaste connaissance ou une vaste expérience en matière de placements. Les membres du Comité seront nommés par le Conseil.
- 3.5 Les activités de supervision du Fonds sont gérées par le Comité. Celles-ci comprennent l'élaboration de politiques, la nomination et le licenciement des gestionnaires des fonds et d'autres fournisseurs de services externes et la surveillance des résultats des placements.
- 3.6 Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Comité peut déléguer certaines de ses tâches aux employés de la Fondation ou faire appel à ceux-ci, s'il y a lieu. Le Comité demeurera pleinement responsable des tâches déléguées aux membres du personnel et surveillera les activités entreprises par ceux-ci. Le Comité peut déléguer certaines de ses activités, s'il y a lieu, mais demeurera pleinement responsable de celles-ci. Toute référence au Comité dans la Politique sera réputée faire référence au délégué approprié.
- 3.7 Le Comité pourrait faire appel à des experts indépendants pour certains aspects du fonctionnement du Fonds, lorsque des connaissances spécialisées sont requises ou lorsqu'il y a conflit d'intérêts, perçu ou réel.

- 3.8 Les membres du Comité et les employés de la Fondation ne pourront pas choisir des titres au nom du Fonds, mais pourront choisir des fonds communs, des certificats de placement garanti (CPG) et des dépôts à court terme auprès de banques ou de sociétés de fiducie.
- 3.9 Le Comité fera appel aux services d'un ou de plusieurs gestionnaires professionnels de placements indépendants (le « Gestionnaire » ou les « Gestionnaires ») pour investir les actifs du Fonds.
- 3.10 Le Comité attribuera les actifs du Fonds aux Gestionnaires dans des proportions respectant les lignes directrices de la présente Politique en matière de répartition d'actifs.
- 3.11 Lorsque le Comité souhaite investir dans un fonds commun, il doit veiller à ce que la politique de placements du fonds commun et toute modification subséquente respectent la présente Politique.
- 3.12 Tout dépositaire des actifs du Fonds doit être une société de fiducie enregistrée au Canada ou une compagnie d'assurances autorisée à vendre des polices d'assurance vie au Canada. Tous les placements et actifs du Fonds seront détenus par un dépositaire et investis sous un nom qui indique clairement que le placement est détenu en fiducie pour le Fonds et, lorsque le placement peut être enregistré, enregistré sous ce nom.

## Section IV – Rôles et responsabilités

### Conseil d'administration

#### 4.1 Le Conseil d'administration doit :

- approuver la Politique;
- approuver la nomination des membres du Comité;
- approuver tout état financier public qui traite de la valeur du Fonds;
- veiller à établir des accords de placements externes appropriés pour le Fonds;
- approuver la politique de combinaison d'actifs;
- veiller à réviser la Politique au moins une fois par année.

### Comité

#### 4.2 Le Comité doit :

- recommander un Énoncé de politique de placement écrit au Conseil d'administration;
- approuver la nomination de conseillers externes indépendants qui fourniront des conseils en matière de placements (le « Conseiller en placements » ou les « Conseillers en placements »);
- approuver la structure de gestion et la réviser au moins une fois par année;
- approuver la nomination et le licenciement des Gestionnaires;
- approuver la nomination et le licenciement du dépositaire;
- surveiller les activités et le rendement du Fonds;

- prendre toute décision qui pourrait être requise pour respecter les modalités de la présente Politique.

### Gestionnaires

#### 4.3 Les Gestionnaires doivent :

- investir les actifs qui leur sont attribués conformément à la Politique;
- se conformer aux modalités d'un Accord des gestionnaires de fonds (l'« Accord »);
- faire parvenir, chaque trimestre, un rapport écrit aux membres du Comité portant sur le rendement du Fonds, les avoirs investis et les transactions au cours du trimestre, la stratégie prévue pour le trimestre suivant, l'écart observé par rapport à la stratégie prévue du trimestre précédent et la conformité à la Politique;
- fournir aux membres du Comité, au moment de leur nomination et chaque fois qu'un changement important a lieu par la suite, les politiques et les procédures relatives aux normes professionnelles, aux conflits d'intérêts, aux mesures de contrôle internes et aux politiques commerciales;
- conseiller régulièrement le Comité relativement à tout changement devant être apporté à l'organisation, à l'effectif ou au processus de placement;
- pouvoir participer, de façon raisonnable, aux réunions ou aux discussions avec le Comité;
- faire rapport au Comité des politiques et des pratiques relatives aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, une fois par année et chaque fois que des changements sont apportés.

## Section V – Classes d'actifs admissibles à des fins de placement

5.1 De temps à autre, et conformément à la présente Politique, le Fonds pourrait être investi dans une ou l'ensemble des classes d'actifs et des sous-catégories de placement suivantes, que ce soit de façon directe ou par l'intermédiaire de fonds communs ou de fonds négociés en bourse qui détiennent ces placements. Dans la mesure où le Fonds est investi dans un fonds commun, les restrictions décrites ci-dessous et toute autre disposition de l'Énoncé qui pourrait être touchée ne s'appliqueront pas, mais les Gestionnaires devront respecter la politique de placement du fonds commun. Au moment de l'embauche, les Gestionnaires indiqueront aux membres du Comité en quoi les lignes directrices du fonds commun diffèrent de la présente Politique en ce qui concerne la diversification et les restrictions et présenteront aux membres du Comité leurs propres politiques sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, dans la mesure où celles-ci influencent leurs décisions touchant la sélection des titres.

(a) « Titres » :

- actions ordinaires, débetures convertibles, bons de souscription d'actions, actions échangeables, droits d'acquisition d'actions, reçus de versement ou actions privilégiées de sociétés
- participations dans des sociétés en commandite
- fonds négociés en bourse, fiducies de placement immobilier et fiducies de revenu
- certificats de titre en dépôt

(b) « Titres à revenus fixes » :

- obligations, débetures ou autres instruments de créance émis par des organisations nationales, étrangères ou supranationales
- titres adossés à des crédits mobiliers
- titres hypothécaires
- hypothèques commerciales et résidentielles

- fonds communs principalement investis dans des prêts hypothécaires pour des biens immobiliers canadiens et américains
- instruments de créance hybrides émis par des banques à charte canadiennes
- dépôts à terme ou instruments semblables détenus par des sociétés de fiducie agréées et des banques

(c) « Infrastructures » :

- fonds communs essentiellement investis dans des infrastructures américaines et canadiennes

(d) « Biens immobiliers » :

- fonds communs principalement investis dans des biens immobiliers mondiaux

(e) « Espèces et quasi-espèces » :

- dépôts dans une banque ou auprès d'une société de fiducie ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- titres du marché monétaire ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- obligations à taux variables
- conventions de rachat ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins

(f) « Fonds spéculatifs » :

- fonds spéculatifs au moyen de fonds communs seulement, y compris, mais sans s'y limiter, les stratégies de rendement absolu, le crédit et les titres neutres sur le marché, le crédit découlant d'événements et le crédit mondial

(g) « Instruments dérivés » :

- contrats à terme et d'option qui sont régulièrement échangés sur une bourse reconnue ou un système d'échange public organisé où les valeurs marchandes sont facilement accessibles
- contrats à terme et accords de swap auprès d'établissements financiers qui satisfont aux normes de crédit de la Politique relatives aux quasi-espèces et au revenu fixe

Autres placements :

5.2 Le Fonds ne peut pas être investi dans des classes d'actifs ou des instruments qui ne figurent pas à la présente section, notamment les biens et services, les métaux précieux, les droits miniers, les lingots et les objets de collection.

Section VI – Objectifs des placements et facteurs de risque

- 6.1 La philosophie de placement générale du Fonds consiste à optimiser le taux de rendement réel à long terme assujéti à un degré de risque acceptable.
- 6.2 Voici les objectifs de placement du Fonds :
- (a) L'objectif principal du Fonds consiste à maintenir le capital du Fonds à long terme.
  - (b) L'objectif secondaire consiste à maintenir la valeur réelle du Fonds à long terme.
  - (c) Le taux de rendement prévu à long terme du Fonds est de 4 % supérieur à celui de l'inflation (consigné dans l'indice des prix à la consommation) au cours de périodes continues de quatre ans.
- 6.3 Le rendement quantitatif général du Fonds sera considéré comme satisfaisant si le rendement annualisé total du Fonds dépasse de 1 % le rendement qui aurait pu être obtenu en investissant l'attribution normale, présentée dans le tableau ci-dessous, dans un placement passif au cours d'une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attribution normale
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	25 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	35 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	22 %
Infrastructures	IPC + 4 %	8 %
Biens immobiliers	IPC + 4 %	10 %

- 6.4 Le tableau suivant détaille, pour chaque composante du Fonds gérée activement, les attentes en matière de valeur ajoutée pour l'indice de référence correspondant. On s'attend à ce que les Gestionnaires atteignent ces cibles de rendement pour leurs mandats respectifs, sur une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attente en matière de valeur ajoutée
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	Indice + 1 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	Indice + 1 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	Indice + 0,4 %
Infrastructures	IPC + 4 %	0,0 %
Biens immobiliers	Indice MSCI Global Property Fund	0,0 %

- 6.5 Pour procéder à la mesure des taux de rendement du Fonds, tous les rendements seront mesurés avant l'application des frais de gestion des placements, mais après l'application des coûts de transaction, sur une période mobile de quatre ans. Tous les rendements indexés seront considérés comme des rendements globaux. Tous les rendements indexés étrangers seront convertis en dollars canadiens.
- 6.6 Le risque propre à la stratégie de placement au cours d'un cycle du marché (période de cinq à dix ans) comporte trois volets. Il existe un risque que les rendements du marché à long terme ne correspondent pas aux attentes. Dans la mesure où des mesures de gestion active sont employées, il existe un risque qu'aucune valeur ajoutée ne soit obtenue ou que la valeur soit négative. Il existe également un risque de volatilité annualisée; en effet, au cours d'une année donnée, le rendement réel pourrait être très différent du rendement à long terme prévu ou pourrait être négatif.

## Section VII – Lignes directrices en matière de répartition d'actifs

- 7.1 Pour déterminer l'attribution normale qui permettrait le mieux d'atteindre les objectifs indiqués dans la présente Politique, il importe de tenir compte :

- (a) des facteurs décrits dans l'aperçu du Fonds;
- (b) de la nature à long terme des actifs du Fonds;
- (c) des attentes en matière de rendement à long terme et des risques associés aux principales classes d'actifs, de l'inflation, des taux d'intérêt ainsi que des relations entre les rendements;
- (d) des aspects pratiques.

- 7.2 Au cours d'un cycle de marché complet, l'attribution devrait demeurer dans les plages suivantes (celles-ci permettent également d'estimer l'attribution normale) :

Classes d'actifs par composante	Pourcentage du Fonds en valeur marchande		
	Attribution normale	Plage	
		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Titres canadiens	25 %	15 %	30 %
Titres mondiaux	35 %	30 %	45 %
Titres totaux	60 %	50 %	70 %
Revenu fixe et hypothèques	22 %	15 %	30 %
Espèces et quasi-espèces	0 %	0 %	10 %
Infrastructures	8 %	4 %	12 %
Biens immobiliers	10 %	0 %	12 %

Les montants en espèces et en quasi-espèces pourraient également être retenus de temps à autre de manière temporaire et à court terme ou dans le but de créer des réserves défensives pour chaque classe d'actifs, à la discrétion de chaque Gestionnaire et dans les limites imposées par son mandat, et, aux fins du présent article, ces montants en espèces et en quasi-espèces seront inclus dans chaque classe d'actifs.

Durant les périodes de changement de la composition des actifs, la répartition peut dévier de la plage autorisée.

- 7.3 Si la composition des actifs se situe en dehors des plages ci-dessus à la fin de tout trimestre, le Comité prendra des mesures correctives pour rééquilibrer la composition des actifs et rétablir sa position dans les limites établies le plus rapidement possible. Le Comité pourrait également prendre des mesures pour faire en sorte que la combinaison d'actifs corresponde davantage à l'attribution normale, et ce, en tout temps.

## Section VIII – Restrictions et limites imposées aux placements du Fonds

- 8.1 (a) Le Comité doit s'assurer que les exigences de diversification de la politique de placement du mandat de chaque Gestionnaire ou du fonds commun, de même que les montants des actifs attribués à chaque Gestionnaire ou fonds commun, sont conformes aux limites définies dans la présente section.
- (b) Sauf indication contraire, tous les pourcentages utilisés dans la présente section seront calculés selon les valeurs marchandes au moment de la publication.
- (c) Sauf dans le cas de fonds communs ou de valeurs mobilières émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A », il est interdit de placer plus de 10 % de la valeur du Fonds dans une seule entité ou un seul groupe.
- 8.2 En ce qui a trait au portefeuille d'actions du Fonds :
- (a) Tous les avoirs investis doivent être soit cotés en bourse, soit convertibles ou échangeables en ce type de titres.
- (b) Il est défendu pour le Gestionnaire et le Fonds de participer à la gestion de toute entreprise dans laquelle le Fonds détient des placements.
- (c) Les avoirs investis doivent être diversifiés par entreprise, région, industrie, devise et pays. Cependant, il convient de tenir compte de la valeur relative de l'activité économique et de la capitalisation boursière.
- (d) En ce qui a trait à toute fiducie de revenu canadienne ou fiducie de placement immobilier canadienne, sauf dans les cas où l'unité de la fiducie est détenue dans un fonds commun régi par un accord stipulant que les investisseurs du fonds commun ne peuvent pas être tenus personnellement responsables des obligations de la fiducie ou du fiduciaire, cette fiducie :
- (i) doit être un émetteur assujéti aux lois régissant la vente des valeurs applicables au Canada;

- (ii) doit être assujettie aux lois d'une province qui limite les responsabilités des détenteurs d'unités par voie législative;
  - (iii) doit être régie par des accords dégageant les bénéficiaires de toute responsabilité personnelle relative aux obligations de la fiducie ou du fiduciaire.
- (e) Tout intérêt dans un partenariat doit être en tant que partenaire limité, et non comme partenaire général.
- (f) Les titres non cotés à l'indice composé S&P/TSX ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions canadiennes.
- (g) Les titres d'entreprises ayant une capitalisation boursière inférieure à 1 milliard \$ US, y compris d'entreprises à nombre d'actionnaires restreint, ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.
- (h) Les titres émis par des pays non cotés dans l'indice MSCI World ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.

8.3 En ce qui a trait au portefeuille de titres à revenu fixe du Fonds :

- (a) Tous les titres doivent être facilement négociables.
- (b) Les titres ayant une cote de crédit inférieure ou égale à « BBB (bas) » au moment de l'achat sont interdits.
- (c) La durée cumulative du portefeuille doit être maintenue en deçà de trois ans de l'indice universel obligataire FTSE Canada.
- (d) Il est interdit de placer plus de 5 % du Fonds dans une seule société ou valeur mobilière, sauf si le titre a été émis ou garanti par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A ».
- (e) Les titres adossés à des actifs doivent être cotés par au moins deux agences de cotation.

- (f) Les prêts hypothécaires doivent être garantis par des biens immobiliers canadiens et américains, et le montant de l'hypothèque ne doit pas être supérieur à 75 % de la valeur marchande du bien hypothéqué.
- (g) Les titres dont la cote de crédit est inférieure ou égale à « A » ne doivent pas constituer plus de 30 % du Fonds.
- (h) Les titres libellés en devises étrangères ne peuvent pas constituer plus de 15 % du Fonds.

8.4 En ce qui a trait aux instruments dérivés :

- (a) Toute utilisation d'instruments dérivés, directement à partir du Fonds ou à partir d'un fonds commun, doit être conforme à une politique étudiée et approuvée par le Comité à cette fin précise.
- (b) Les instruments dérivés ne peuvent servir qu'à :
  - (i) ajuster la durée ou le risque de crédit du portefeuille à revenu fixe, de sorte qu'il respecte les plages établies dans la présente Politique;
  - (ii) reproduire le rendement des taux d'intérêt ou d'un indice reconnu du marché financier;
  - (iii) courir un risque lié à des titres autorisés par la présente Politique;
  - (iv) gérer le risque de change de biens étrangers;
  - (v) réduire le risque dans le cadre d'une stratégie de couverture.
- (c) Les instruments dérivés ne peuvent pas être utilisés pour courir des risques autrement non permis par la présente Politique, ou qui dépasseraient les limites de la présente Politique si ces risques proviennent de marchés au comptant.

- (d) Tout Gestionnaire investissant dans des instruments dérivés doit déterminer quotidiennement la valeur marchande des risques courus.

8.5 En ce qui a trait aux montants en espèces et en quasi-espèces du Fonds :

- (a) Tous les montants en quasi-espèces, y compris ceux détenus dans les portefeuilles pour chaque classe d'actif à la discrétion du Gestionnaire, doivent avoir une cote minimale de « R-1 (bas) » et être immédiatement négociables ou échangeables.
- (b) Tout dépôt dans une banque ou société de fiducie doit avoir une cote minimale de « A » ou être fait auprès d'institutions ayant depuis longtemps une cote égale ou supérieure à « A ».

8.6 Pour les fins de la présente section :

- (a) Toutes les cotes de crédit sont basées sur les cotes de l'agence Dominion Bond Rating Service, sauf mention contraire. Il est toutefois acceptable d'utiliser des cotes équivalentes provenant des autres grandes agences de notation.
- (b) Si la cote de crédit d'un titre chute sous la limite indiquée après l'achat, le Gestionnaire doit, par écrit, en aviser le Comité et proposer les mesures à prendre dans les plus brefs délais.
- (c) Les titres non cotés sont considérés comme ayant une cote inférieure aux exigences stipulées dans la présente section.

8.7 Sauf dans le cas d'instruments dérivés spécifiquement autorisés par la présente Politique, le Fonds ne peut ni acheter de titres sur marge ni effectuer de ventes à découvert. Il est défendu d'acheter des reçus de versement à moins de détenir aussi l'équivalent du prix d'achat non payé en espèces ou quasi-espèces.

## Section IX – Prêts et emprunts

9.1 Il est défendu de prêter des actifs du Fonds, en tout ou en partie, à qui que ce soit, sauf :

- (a) en achetant des titres conformes aux exigences de la présente Politique en matière de revenu fixe ou de quasi-espèces;
- (b) s'il s'agit d'un prêt de titres, soit par le dépositaire, soit par l'entremise d'un fonds commun qui prête des titres, sous réserve du maintien, en tout temps, d'une couverture de garantie d'au moins 102 % de la valeur marchande courante des titres prêtés;
  - (i) sous forme de titres liquides de haute qualité, lesquels doivent être définis dans un accord avec l'agent de prêt, qui doit également fournir une garantie bancaire pour tous les prêts;
  - (ii) en espèces, à condition que celles-ci soient placées de manière conforme aux exigences de la présente Politique en matière d'espèces et de quasi-espèces;
- (c) en signant une convention de rachat, pourvu que la valeur marchande de la garantie détenue soit supérieure ou équivalente au prix de rachat avec les intérêts courus chaque jour, et que la garantie soit, en tous autres aspects, un placement admissible dans le cadre de la présente Politique.

9.2 Les emprunts d'argent au nom du Fonds sont interdits, et il est interdit de donner en garantie ou de grever de quelque façon les actifs du Fonds, sauf s'il s'agit de découverts de courte durée liés à la gestion normale du portefeuille au quotidien.

## Section X – Évaluation des placements

- 11.1 Les placements dans des titres négociables doivent faire l'objet d'une évaluation mensuelle ou plus fréquente, par le dépositaire, à leur valeur marchande actuelle.
- 11.2 Les placements du Fonds dans des fonds communs détenant des titres cotés en bourse doivent être évalués selon les valeurs unitaires publiées par les Gestionnaires. Le dépositaire est responsable de demander et de saisir les valeurs unitaires mensuellement.
- 11.3 Si l'évaluation boursière d'un placement n'est pas immédiatement disponible, une estimation de la juste valeur du marché sera fournie par le Gestionnaire au dépositaire au moins une fois par trimestre. Cette juste valeur du marché peut être déterminée selon l'estimation la plus récente d'un expert indépendant, ou par d'autres moyens, comme la valeur actualisée des flux de trésorerie ou la comparaison avec des actifs semblables cotés en bourse. Dans tous les cas, il convient d'employer la même méthode au fil du temps.

## Section XI – Conflits d'intérêts

- 11.4 Si un membre du Comité, un représentant ou un conseiller du Comité ou un employé travaillant au placement ou à l'administration du Fonds possède ou acquiert tout intérêt important, direct ou indirect, pouvant concerner le fonds de quelque manière ou est en position de bénéficiaire de façon importante de connaissances, d'une participation ou d'une décision de placement relative au Fonds, la personne concernée doit divulguer ce conflit d'intérêts au président du Comité dans les plus brefs délais. Le président devra alors immédiatement en aviser tous les membres du Conseil, qui devra décider des mesures à prendre en fonction des lignes directrices et politiques propres au Gestionnaire. La personne concernée devra par la suite s'abstenir de prendre toute décision liée à la question faisant l'objet du conflit, à moins d'indication contraire découlant d'une décision unanime des autres membres du Comité.
- 11.5 Tout Gestionnaire doit fournir au comité ses lignes directrices internes relativement à l'achat de titres auprès des membres de l'organisation du Gestionnaire, de ses sociétés affiliées et de toute entité dans laquelle le Gestionnaire ou ses sociétés affiliées détiennent des intérêts substantiels ou dans laquelle tout employé, époux d'employé ou enfant d'employé du Gestionnaire détient des placements substantiels.
- 11.6 Toute divulgation d'intérêt dans le cadre de la présente section sera enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du Comité pertinente.
- 11.7 Tout écart par rapport aux procédures de la présente section ne constitue pas en lui-même une cause d'invalidation de décision, de contrat ou d'autre affaire.
- 11.8 Le Comité doit s'assurer de l'existence d'une politique adéquate en matière de conflits d'intérêts et de son respect par tous les Gestionnaires. Au minimum, le code d'éthique et les règles de déontologie adoptés par l'Institut CFA s'appliquent à tous les Gestionnaires.

## Section XII – Droits de vote

- 12.1 La responsabilité d'exercer et de diriger les droits de vote acquis par l'intermédiaire des placements du Fonds doit normalement être déléguée au Gestionnaire, qui doit, en tout temps, agir avec prudence et dans l'intérêt des bénéficiaires. Le Gestionnaire doit fournir une copie de sa politique en matière de droits de vote au Comité, sur demande.
- 12.2 Le Gestionnaire doit conserver un historique de son exercice des droits de vote acquis par l'intermédiaire du Fonds et fournir une copie de cet historique au Comité, sur demande.

## Section XIII – Surveillance

- 13.1 Le Comité doit vérifier régulièrement, au besoin et au moins une fois par année :
- (a) les actifs et le flux de trésorerie net du Fonds;
  - (b) la composition actuelle d'actifs du Fonds;
  - (c) le rendement des placements et la gestion du Fonds, ainsi que le travail de chaque Gestionnaire par rapport aux objectifs de la Politique, à sa politique de placement ou à son mandat individuel, le cas échéant;
  - (d) les avoirs investis du portefeuille;
  - (e) les frais et dépenses engagés pour la gestion du Fonds;
  - (f) la conformité à la présente Politique.

À la suite de cette vérification, le Comité doit prendre toute mesure jugée prudente ou appropriée.

- 13.2 Le Comité ou un représentant désigné par le Comité doit rencontrer chaque Gestionnaire au moins une fois par année pour discuter du rendement des placements, des stratégies de placement, du rendement futur prévu et de tout changement apporté à l'organisation du Gestionnaire, à ses processus de placement ou à son personnel.
- 13.3 Les évaluations porteront principalement sur le rendement sur une période mobile de quatre ans, bien que l'on puisse également prendre en compte le rendement sur des périodes plus courtes ainsi que le rendement du Gestionnaire pour des comptes comparables avant sa nomination au Fonds. Le Gestionnaire ne sera pas nécessairement blâmé pour ne pas avoir atteint la cible de rendement à court terme. Cependant, le Comité peut conclure qu'en raison d'un rendement à court terme considérablement en deçà des objectifs, il est peu probable que le Gestionnaire atteigne son objectif de rendement en maintenant un degré de risque acceptable avant la fin du cycle de marché.

- 13.4 Le rendement des Gestionnaires sera mesuré en fonction des indices de référence applicables et des groupes homologues, de même qu'à partir d'autres critères, indices et groupes comparateurs non liés au rendement.
- 13.5 Les Gestionnaires seront aussi jugés selon des critères autres que le rendement, notamment :
- (a) le manquement aux lignes directrices de la Politique;
  - (b) les changements touchant le personnel jouant un rôle clé dans la gestion des placements, les propriétaires et la structure organisationnelle;
  - (c) la détérioration de la qualité et du niveau de service;
  - (d) les frais de gestion des placements;
  - (e) la situation financière du cabinet (y compris tout changement important relativement aux actifs gérés).
- 13.6 Le Comité doit déterminer s'il est nécessaire de communiquer au Conseil toute information découverte dans le cadre des activités de surveillance décrites aux présentes.

## Section XIV – Examen des politiques

- 14.1 La présente Politique sera examinée et approuvée au moins une fois par année, ou chaque fois qu'un changement important s'impose. Un tel examen peut être nécessaire pour diverses raisons, notamment :
- (a) un changement dans les dépenses prévues du Fonds;
  - (b) une révision du rapport risque/rémunération prévu à long terme pour des classes d'actifs importantes;
  - (c) un changement des objectifs financiers ou de la tolérance au risque de la Fondation;
  - (d) la découverte de lacunes de la Politique lors de son application pratique;
  - (e) la nécessité de modifier la Politique à la suite de recommandations communiquée au Comité par un Gestionnaire.

## Section XV – Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

- 15.1 Les entreprises qui omettent de tenir compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'exposent à des risques qui peuvent avoir une incidence défavorable sur leur rendement financier à long terme. Dans l'évaluation des entreprises en vue d'un éventuel investissement, les gestionnaires de placements doivent inclure une évaluation des risques et des possibilités susceptibles de découler des facteurs ESG.
- 15.2 Les gestionnaires actuels doivent s'efforcer d'intégrer les considérations ESG dans leur processus d'investissement et sont tenus de soumettre un rapport annuel sur l'évolution de leurs pratiques ESG. La manière d'intégrer les facteurs ESG dans le processus d'investissement sera prise en considération dans l'évaluation et la sélection de nouveaux gestionnaires de placements et les décisions de continuation des gestionnaires en place. Les gestionnaires de placements gardés par la Fondation resteront responsables de leurs décisions en matière de sélection des titres.

[Les annexes supplémentaires](#) de ce rapport annuel se trouvent sur le site Web de la Fondation Asie Pacifique du Canada.



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

SUIVRE LA FONDATION



Abonnez-vous à notre infolettre